



Rapport Financier Semestriel 2018

Incluant :

- Rapport Semestriel d'Activité 2018
- Etats Financiers Consolidés résumés au 30 Juin 2018
- Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'Information Financière Semestrielle 2018
- Déclaration des Personnes Responsables du Rapport Financier Semestriel 2018

Compagnie de Saint-Gobain

Les Miroirs • 18, avenue d'Alsace • 92096 La Défense Cedex • France • Tél. +33 (0)1 47 62 30 00 • www.saint-gobain.com
S.A. au capital de € 2 209 959 432 • 542 039 532 R.C.S. Nanterre • Siret 542 039 532 000 40 • APE 7010 Z

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Paris, le 26 juillet 2018

Résultats du 1^{er} semestre 2018

Net rebond des ventes au deuxième trimestre Accélération stratégique

- Croissance interne de +4,9% (dont +8,0% au T2) avec des volumes en progression de +2,4%
- Augmentation des prix de +2,5%, en accélération parallèle à la hausse des coûts des matières premières et de l'énergie
- Effet de change de -4,4% principalement lié à la dépréciation du dollar américain et de certaines devises en Asie et pays émergents ; effet périmètre de +1,4%
- Résultat d'exploitation de 1 469 M€ (+0,3% en réel) en progression de +1,7% à structure et taux de change comparables
- Progression du résultat net courant de +6,8% et du résultat net part du Groupe de +61,7% avec notamment un impact positif de 781 millions d'euros lié à la transaction Sika
- 13 acquisitions pour un montant de 356 millions d'euros (hors Sika)
- 8,8 millions de titres rachetés au cours du premier semestre 2018
- Confirmation des objectifs pour l'année 2018
- Accélération stratégique : cessions représentant au moins 3 milliards d'euros de chiffre d'affaires avant fin 2019, poursuite d'un niveau élevé d'acquisitions créatrices de valeur, revue de l'organisation du Groupe

(en millions d'euros)	S1 2017	S1 2018	Variation	Variation à données comp.
Chiffre d'affaires	20 409	20 787	1,9%	4,9%
Excédent Brut d'Exploitation (EBE)	2 071	2 070	0,0%	
Résultat d'exploitation	1 465	1 469	0,3%	1,7%
Résultat Net courant¹	751	802	6,8%	
Résultat net (part du Groupe)	754	1 219	61,7%	

Pierre-André de Chalendar, Président-Directeur Général de Saint-Gobain, a déclaré :

« Le deuxième trimestre marque un retour aux bonnes tendances dans tous nos principaux marchés. Après un premier trimestre décevant, affecté en Europe par un hiver rigoureux qui a pesé sur le résultat, le deuxième trimestre est nettement plus encourageant en termes de volumes et de prix. Le Groupe a passé avec succès de nouvelles hausses de prix dans un contexte de poursuite de l'inflation des coûts des matières premières et de l'énergie. Malgré une combinaison d'éléments exceptionnels temporaires, les résultats du premier semestre sont une nouvelle fois en progression.

Saint-Gobain confirme ainsi ses objectifs pour l'année 2018 et anticipe pour le second semestre une progression du résultat d'exploitation à structure et taux de change comparables clairement supérieure à celle enregistrée au premier semestre.

Par ailleurs, après avoir conclu une transaction avec Sika dans d'excellentes conditions financières, le Groupe va accélérer la mise œuvre de sa stratégie : programme de cessions à hauteur d'au moins 3 milliards d'euros de chiffre d'affaires avant fin 2019, poursuite d'une politique d'acquisitions créatrices de valeur et lancement d'une revue de l'organisation du Groupe pour la faire évoluer vers une plus grande régionalisation avec en perspective une meilleure agilité pour favoriser la croissance et renforcer notre compétitivité. »

1. Résultat Net courant hors plus ou moins-values de cessions, dépréciations d'actifs, provisions non récurrentes significatives et résultat Sika

Performances opérationnelles

Le Groupe réalise au premier semestre un **chiffre d'affaires** de **20 787 millions d'euros** en hausse de +1,9% à données réelles et **+4,9% à données comparables** par rapport au premier semestre 2017. La croissance interne est tirée à la fois par les volumes (+2,4%) et par les prix (+2,5%) en progression dans tous les Pôles et toutes les zones géographiques. Le deuxième trimestre marque une accélération de la hausse des prix avec +3,0% dans un contexte toujours marqué par le renchérissement des coûts des matières premières et de l'énergie. La croissance de nos principaux marchés, associée à un effet de base de comparaison aisée (cyberattaque de juin 2017) l'an passé et un effet jours ouvrés de +1%, ont également favorisé le rebond des volumes au deuxième trimestre (+5,0%). Sur l'ensemble du semestre l'effet jours ouvrés pèse légèrement (~-0,5%).

L'effet périmètre contribue à la croissance totale à hauteur de +1,4% et reflète essentiellement l'intégration de sociétés en Asie et pays émergents (KIMMCO, Megaflex, Tumelero, Isoroc Pologne), dans de nouvelles niches technologiques ou de services (TekBond, Scotframe, Maris) et la consolidation de nos positions fortes (Glava, Kirson, Biolink, Wattex, SimTek, acquisitions de proximité dans le Pôle Distribution Bâtiment dont Per Strand).

La croissance totale est cependant tempérée par un **effet de change** négatif qui s'établit à -4,4%, notamment lié à la dépréciation par rapport à l'euro du dollar américain, du réal brésilien, des couronnes des pays nordiques et d'autres devises en Asie et pays émergents.

Le résultat d'exploitation du Groupe reste stable en réel (+0,3%) et progresse de +1,7% à données comparables. **La marge d'exploitation¹ du Groupe s'inscrit à 7,1%** contre 7,2% au premier semestre 2017.

Par Pôle

Le chiffre d'affaires du **Pôle Matériaux Innovants** progresse de +6,0% à données comparables tiré par les Matériaux Haute Performance. La marge d'exploitation du Pôle reste stable à 12,3%.

- Le **Vitrage** enregistre une croissance interne de +3,5% sur le semestre. L'activité automobile progresse dans toutes ses zones géographiques en particulier en Asie et pays émergents et poursuit la montée en puissance de ses investissements industriels et d'innovation. Les ventes liées au marché de la construction sont pénalisées par les réparations de *float* en Pologne et en Roumanie. La hausse des prix en Europe continue à être tirée par le verre transformé, avec une moindre augmentation des prix du *float*. L'Asie et les pays émergents progressent légèrement malgré l'arrêt du *float* égyptien lié aux inondations fin avril et les 10 jours de grève des camionneurs en mai au Brésil. La marge d'exploitation se replie à 8,0% contre 9,9% au premier semestre 2017, affectée par des problèmes opérationnels ponctuels.
- Le chiffre d'affaires des **Matériaux Haute Performance** (MHP) progresse de +9,2% à données comparables sur le semestre, dans toutes les activités et en particulier dans les Céramiques, favorisées par des ventes de réfractaires exceptionnellement fortes. Toutes les zones géographiques soutiennent l'activité, avec une forte progression en Asie et pays émergents, aux Etats-Unis et en Europe occidentale. La marge d'exploitation bénéficie des forts volumes et atteint un nouveau record à 17,3% contre 15,0% au premier semestre 2017.

Le chiffre d'affaires du **Pôle Produits pour la Construction** (PPC) progresse de +6,8% à données comparables sur le semestre. La marge d'exploitation du Pôle s'établit à 8,6% contre 9,3% au premier semestre 2017, affectée par l'Aménagement Extérieur.

- **L'Aménagement Intérieur** réalise une croissance interne de +7,1% avec une accélération des prix de vente au cours du semestre (+4,1%) dans un environnement de coûts des matières premières et de l'énergie toujours inflationniste. L'Europe de l'Ouest, après un début d'année pénalisé par l'effet climat, retrouve un niveau d'activité soutenu au deuxième trimestre. L'Amérique du Nord confirme son dynamisme en prix et progresse en volumes. L'Asie et les pays émergents poursuivent leur forte croissance. La marge d'exploitation reste stable à 9,9%, ralentie par la mauvaise météo en Europe au premier trimestre et par la poursuite de la transition du gypse synthétique au gypse naturel, mais bénéficiant sur le semestre d'un spread prix-coûts matières premières et énergie positif.

1. Marge d'exploitation = Résultat d'exploitation / Chiffre d'affaires

- **L'Aménagement Extérieur** progresse de +6,6% à données comparables. Les Produits d'extérieur nord-américains s'améliorent nettement en volumes aidés par une base de comparaison aisée au deuxième trimestre 2017 ; après une stabilité au premier trimestre, les prix repartent à la hausse en fin de semestre face à une inflation accrue des coûts de l'asphalte et des transports. La Canalisation réussit à augmenter ses prix, tandis que les volumes restent dans l'ensemble en repli. Dans un contexte de rentabilité difficile, le métier poursuit sa restructuration dans les usines européennes et chinoises. Quant aux Mortiers, ils enregistrent un bon premier semestre grâce au fort rebond du deuxième trimestre, notamment en Europe qui avait souffert des conditions météorologiques rigoureuses en début d'année. L'Asie et les pays émergents continuent dans l'ensemble de bénéficier d'une forte croissance, malgré la grève des camionneurs au Brésil fin mai. Au total, la marge d'exploitation s'inscrit en repli à 7,0% contre 8,4% au premier semestre 2017, affectée par un décalage entre les prix et les coûts des matières premières et de l'énergie dans le métier des Produits d'extérieur aux Etats-Unis, malgré une amélioration en fin de semestre.

Le chiffre d'affaires du **Pôle Distribution Bâtiment** progresse de +3,1% à données comparables, bénéficiant au deuxième trimestre d'un net rebond (+6,7%), soutenu en partie par un effet jours ouvrés de +1% et une base de comparaison aisée (cyberattaque de juin 2017). Après un début d'année marqué par un impact très défavorable de la météo en Europe, les tendances du deuxième trimestre retrouvent un bon niveau. La France poursuit sa reprise grâce à la croissance à la fois de la construction neuve et de la rénovation. Les pays nordiques retrouvent une croissance sous-jacente dynamique sur le deuxième trimestre, à la fois en Norvège et en Suède. Le Royaume-Uni s'améliore, avec un fort effet prix et une moindre érosion des volumes, bénéficiant probablement d'un rattrapage partiel de l'effet météo du début d'année. L'Allemagne affiche une légère croissance après un premier trimestre difficile, tandis que le Brésil demeure faible. La marge d'exploitation reste stable à 2,7% : le retard pris en début d'année du fait de la mauvaise météo n'a pas été rattrapé par le retour des bonnes tendances de marché sur le deuxième trimestre.

Par grande zone géographique

- La **France** poursuit sa croissance sur le semestre (+3,1% à données comparables), bénéficiant d'un retour aux bonnes tendances sur le deuxième trimestre dans les marchés de la construction neuve et de la rénovation, après un début d'année affecté par les conditions climatiques défavorables. La marge d'exploitation progresse nettement à 3,3% contre 2,5% au premier semestre 2017.
- Les **autres pays d'Europe occidentale** à +3,6% sur le semestre, voient leur croissance interne se poursuivre avec un net rebond au deuxième trimestre notamment grâce à une météo normalisée et à un effet de base favorable (cyberattaque de juin 2017). Les pays nordiques affichent un bon rythme de croissance, à la fois en Norvège et en Suède. La croissance interne au Royaume-Uni s'inscrit en légère hausse avec un fort effet prix, mais une érosion en volume toutefois moindre au deuxième trimestre dans un environnement qui reste incertain. L'Allemagne progresse légèrement sur le semestre. La marge d'exploitation de la zone se replie à 5,4% contre 6,0% au premier semestre 2017, affectée par les conditions météorologiques défavorables du début d'année.
- En **Amérique du Nord**, le chiffre d'affaires à données comparables progresse de +9,4% au premier semestre tiré à la fois par la forte dynamique des marchés industriels et la croissance soutenue de la construction sur une base de comparaison aisée. La marge d'exploitation s'inscrit à 11,1% contre 11,8% au premier semestre 2017 avec une hausse des prix dans les Produits d'extérieur qui reste en retrait par rapport aux coûts.
- **L'Asie et les pays émergents** poursuivent leur développement dans toutes les zones géographiques avec une croissance interne de +8,2%, en accélération au deuxième trimestre (+9,7%). L'Amérique latine progresse nettement dans tous les principaux pays, y compris au Brésil malgré la grève en mai. L'Asie bénéficie de la forte dynamique de l'Inde. L'Europe de l'Est affiche une bonne performance soutenue par la Pologne. La marge d'exploitation progresse légèrement à 10,8%, contre 10,7% au premier semestre 2017.

Analyse des comptes consolidés du premier semestre 2018

Les comptes consolidés non audités du premier semestre 2018 ont fait l'objet d'un examen limité par les commissaires aux comptes et ont été arrêtés par le Conseil d'administration réuni le 26 juillet 2018.

En millions d'euros	S1 2017 (A)	S1 2018 (B)	Variation % (B)/(A)
Chiffre d'affaires et produits accessoires	20 409	20 787	1,9%
Résultat d'exploitation (RE)	1 465	1 469	0,3%
Amortissements d'exploitation	606	601	-0,8%
EBE (RE + amortissements d'exploitation)	2 071	2 070	0,0%
Pertes et profits hors exploitation	-166	-54	-67,5%
Plus et moins-values de cessions, dépréciations d'actifs, frais d'acquisition de sociétés et compléments de prix	7	-296	n.s.
Résultat opérationnel	1 306	1 119	-14,3%
Résultat financier	-231	392	n.s.
Impôts sur les résultats	-297	-265	-10,8%
Sociétés mises en équivalence	-1	0	n.s.
Résultat net de l'ensemble consolidé	777	1 246	60,4%
Part revenant aux intérêts minoritaires	23	27	17,4%
Résultat net de l'ensemble consolidé part du Groupe	754	1 219	61,7%
BNPA (Bénéfice Net Par Action)² (en €)	1,36	2,23	64,0%
Résultat net courant¹	751	802	6,8%
BNPA (Bénéfice Net Par Action)² courant¹ (en €)	1,35	1,47	8,9%
Autofinancement ³	1 407	1 410	0,2%
Autofinancement hors impôts / plus-values⁴	1 410	1 398	-0,9%
Investissements industriels ⁵	427	561	31,4%
Autofinancement libre⁶	983	837	-14,9%
Investissements en titres	136	1 289	n.s.
Endettement net de l'ensemble consolidé	6 816	9 294	36,4%

1. Résultat net courant : résultat net (part du Groupe) hors plus ou moins-values de cessions, dépréciations d'actifs, provisions non récurrentes significatives et résultat Sika

2. Calculé sur le nombre de titres en circulation au 30 juin (546 918 263 actions en 2018, contre 554 424 460 actions en 2017)

3. Autofinancement = Autofinancement hors provisions non récurrentes significatives

4. Autofinancement hors impôts / plus-values = (3) - effet fiscal des plus ou moins-values de cessions, dépréciations d'actifs et provisions non récurrentes significatives

5. Investissements industriels : investissements corporels

6. Autofinancement libre = (4) - investissements industriels

Le chiffre d'affaires du Groupe progresse à données comparables de +4,9%, tiré à la fois par les prix (+2,5%) et par les volumes (+2,4%). En réel, le chiffre d'affaires s'inscrit en hausse de +1,9% avec un **effet de change** de -4,4%, notamment lié à la dépréciation par rapport à l'euro du dollar américain, du réal brésilien, des couronnes des pays nordiques et d'autres devises en Asie et pays émergents. L'**effet périmètre** de +1,4% reflète essentiellement l'intégration de sociétés en Asie et pays émergents (KIMMCO, Megaflex, Tumelero, Isoroc Pologne), dans de nouvelles niches technologiques ou de services (TekBond, Scotframe, Maris) et la consolidation de nos positions fortes (Glava, Kirson, Biolink, Wattex, SimTek, acquisitions de proximité dans le Pôle Distribution Bâtiment dont Per Strand).

Le **résultat d'exploitation** reste stable en réel (+0,3%) et progresse de +1,7% à données comparables. La marge d'exploitation s'inscrit à 7,1% du chiffre d'affaires contre 7,2% au premier semestre 2017.

L'Excédent Brut d'Exploitation reste stable à 2 070 millions d'euros (EBE = Résultat d'exploitation + amortissements d'exploitation) et la marge d'EBE s'inscrit à 10,0% du chiffre d'affaires contre 10,1% au premier semestre 2017.

Les pertes et profits hors exploitation s'inscrivent à -54 millions d'euros contre -166 millions d'euros au premier semestre 2017, bénéficiant d'un produit exceptionnel lié à l'opération Sika et malgré une hausse des charges de restructuration principalement liée à la Canalisation. La dotation de 45 millions d'euros au titre de la provision sur les litiges liés à l'amiante chez CertainTeed aux Etats-Unis reste inchangée par rapport aux derniers semestres.

Les plus et moins-values de cessions, les dépréciations d'actifs et les frais d'acquisitions de sociétés s'inscrivent, en net, à -296 millions d'euros contre +7 millions d'euros au premier semestre 2017. Au premier semestre 2018 ce poste comprend -267 millions d'euros de dépréciations d'actifs, principalement dans la Canalisation, ainsi que -29 millions d'euros de résultat sur cession d'actifs et de frais d'acquisitions. **Le résultat opérationnel** baisse ainsi de -14,3% à 1 119 millions d'euros.

Le résultat financier s'inscrit en positif à +392 millions d'euros contre -231 millions d'euros au premier semestre 2017. Outre l'amélioration liée à la baisse du coût financier des retraites (grâce aux contributions des années précédentes) et du coût de l'endettement financier brut à 2,5% contre 2,7% au 30 juin 2017, le résultat financier bénéficie d'un gain de 601 millions d'euros lié à l'opération Sika.

Les impôts sur les résultats s'inscrivent à -265 millions d'euros (-297 millions d'euros au premier semestre 2017).

Le taux d'impôt sur le résultat net courant s'établit à 25% contre 27% au premier semestre 2017, principalement lié à la baisse du taux d'impôt aux Etats-Unis.

Le résultat net courant (hors plus et moins-values, dépréciations d'actifs, provisions non récurrentes significatives et résultat Sika) ressort à 802 millions d'euros, en progression de +6,8%.

Le résultat net part du Groupe progresse fortement de +61,7% à 1 219 millions d'euros.

Les investissements industriels s'établissent à 561 millions d'euros et représentent 2,7% des ventes contre un premier semestre 2017 particulièrement bas à 2,1%.

L'autofinancement reste stable à 1 410 millions d'euros (1 407 millions d'euros au premier semestre 2017) ; avant impact fiscal des plus et moins-values de cessions, dépréciations d'actifs et provisions non récurrentes significatives, il s'établit à 1 398 millions d'euros (1 410 millions d'euros au premier semestre 2017) et l'autofinancement libre se replie de -14,9% à 837 millions d'euros (4,0% du chiffre d'affaires contre 4,8% au premier semestre 2017).

La différence entre l'EBE (Excédent Brut d'Exploitation) et les investissements industriels se replie de -8,2% à 1 509 millions d'euros (1 644 millions d'euros au premier semestre 2017). Elle représente 7,3% du chiffre d'affaires (8,1% au premier semestre 2017).

Le BFRE (Besoin en Fonds de Roulement d'Exploitation) s'établit à 4 598 millions d'euros (4 333 millions d'euros à fin juin 2017) et augmente d'un jour à 40 jours de chiffre d'affaires.

Les investissements en titres s'élèvent à 1 289 millions d'euros (contre 136 millions d'euros au premier semestre 2017), dont 933 millions d'euros sur l'opération Sika (en net, après cession de 6,97% des titres) et 356 millions d'euros dans des acquisitions ciblées pour consolider des positions de leader, notamment Per Strand en Norvège (Distribution Bâtiment), développer des niches innovantes avec Micro Hydraulics Pharma, HyComp et Logli Massimo (Matériaux Innovants) et s'implanter dans de nouveaux pays avec KIMMCO dans l'Isolation au Koweït (PPC).

L'endettement net s'inscrit en hausse de 6,8 à 9,3 milliards d'euros au 30 juin 2018, avec notamment l'opération Sika pour 933 millions d'euros et 389 millions d'euros de rachats d'actions sur le semestre. L'endettement net représente 48% des fonds propres (capitaux propres de l'ensemble consolidé), contre 36% au 30 juin 2017. **Le ratio « endettement net sur EBE des 12 derniers mois glissants (EBITDA) »** s'établit à 2,2 au 30 juin 2018 contre 1,7 au 30 juin 2017.

Litiges liés à l'amiante aux Etats-Unis

Le nombre de nouveaux litiges reçus par CertainTeed au premier semestre 2018 est de 1 300 environ (contre 1 600 au premier semestre 2017).

Dans le même temps, environ 1 500 plaintes ont fait l'objet de transactions (contre 2 300 au premier semestre 2017), ce qui porte le stock de litiges en cours au 30 juin 2018 à environ 34 100, en baisse de 200 par rapport au 31 décembre 2017 (34 300).

Le montant total des indemnités versées au cours des douze derniers mois aux Etats-Unis s'établit à 74 millions de dollars à fin juin 2018, contre 76 millions de dollars pour l'année 2017.

Priorités d'actions et perspectives

Le Groupe a poursuivi au cours du premier semestre la mise en œuvre de ses priorités stratégiques :

- 150 millions d'euros d'économies de coûts par rapport au premier semestre 2017 ;
- 13 acquisitions au premier semestre et 3 en cours de finalisation au mois de juillet ;
- 8,8 millions de titres rachetés sur le premier semestre, en accélération par rapport à l'an passé (8,3 millions sur l'ensemble de l'année 2017), contribuant à baisser le nombre de titres en circulation à 546,9 millions de titres à fin juin 2018 (contre 554,4 millions de titres à fin juin 2017).

Le Groupe devrait évoluer au second semestre dans un environnement économique toujours favorable :

- en **France**, poursuite d'une dynamique solide sur les marchés de la construction ;
- progression dans les **autres pays d'Europe occidentale**, malgré un Royaume-Uni qui reste incertain ;
- croissance en **Amérique du Nord** à la fois sur les marchés de la construction et dans l'industrie ;
- bonne dynamique en **Asie et pays émergents**.

Le Groupe confirme ses **priorités d'actions sur l'ensemble de l'année** :

- sa **priorité aux prix de vente** dans un contexte de poursuite des pressions inflationnistes sur les coûts ;
- son **programme d'économies de coûts** afin de dégager environ 300 millions d'euros d'économies supplémentaires par rapport à la base des coûts de 2017 ;
- son **programme d'investissements industriels** à environ 1,7 milliard d'euros, soit environ 4% du chiffre d'affaires en ligne avec nos objectifs, avec une priorité aux investissements de croissance hors Europe occidentale et une focalisation particulière sur la productivité (Industrie 4.0) et la transformation digitale, notamment dans la Distribution Bâtiment ;
- son **engagement en investissements R&D** pour soutenir sa stratégie de différenciation et de solutions à plus forte valeur ajoutée ;
- sa **priorité à la génération d'un autofinancement libre élevé**.

Saint-Gobain confirme son objectif pour l'année 2018 d'une progression du résultat d'exploitation à structure et taux de change comparables et anticipe pour le second semestre 2018 une progression à structure et taux de change comparables clairement supérieure à celle enregistrée au premier semestre.

Après avoir conclu une transaction avec Sika dans d'excellentes conditions financières, le Groupe va poursuivre et accélérer la mise en œuvre de sa stratégie :

- Accélération des cessions avant fin 2019 représentant un chiffre d'affaires d'au moins 3 milliards d'euros avec un effet positif sur la marge d'exploitation d'environ 40 points de base ;
- Poursuite d'une politique d'acquisitions créatrices de valeur pour plus de 500 millions d'euros par an en moyenne d'ici 2020 avec trois priorités : Asie et pays émergents, nouvelles niches technologiques ou de services et consolidation de nos positions fortes ;
- Lancement d'une revue de l'organisation du Groupe pour donner une priorité plus grande à la dimension régionale des activités de construction afin : d'intensifier la proximité avec les marchés, d'accroître l'agilité pour favoriser la croissance, d'exploiter les nouvelles opportunités issues de nos programmes de transformation digitale et de renforcer notre compétitivité, tout en préservant les synergies métier. La nouvelle organisation issue de cette revue sera présentée avant la fin de l'année 2018. Conformément à notre culture du dialogue social, les instances représentatives du personnel seront tenues informées.

Calendrier financier

- Une réunion d'information pour les analystes et investisseurs aura lieu le *27 juillet 2018 à 8h30* (heure française). Elle sera retransmise en direct sur le site internet de Saint-Gobain :

www.saint-gobain.com

- Chiffre d'affaires des neuf mois 2018 : *25 octobre 2018*, après bourse.

Contacts analystes, investisseurs		Contacts presse	
Vivien Dardel	+33 1 47 62 44 29	Laurence Pernot	+33 1 47 62 30 10
Floriana Michalowska	+33 1 47 62 35 98	Susanne Trabitzzsch	+33 1 47 62 43 25
Christelle Gannage	+33 1 47 62 30 93		

Tous les indicateurs de ce communiqué (non définis en notes de bas de page) font l'objet d'une explication dans les notes aux états financiers du rapport financier semestriel, disponible en suivant le lien ci-contre : <https://www.saint-gobain.com/fr/finance/information-reglementee/rapport-financier-semestriel>

Le glossaire ci-dessous indique dans quelle note est défini chaque indicateur.

Glossaire :

Autofinancement	Note 4
Endettement net	Note 9
Excédent Brut d'Exploitation	Note 4
Pertes et profits hors exploitation	Note 4
Résultat d'exploitation	Note 4
Résultat financier	Note 9
Résultat net courant	Note 4
Résultat opérationnel	Note 4

Avertissement important - déclarations prospectives :

Ce communiqué contient des déclarations prospectives relatives à la situation financière, aux résultats, aux métiers, à la stratégie et aux perspectives de Saint-Gobain. Ces déclarations prospectives peuvent être généralement identifiées par l'utilisation des termes « s'attendre à », « anticiper », « croire », « avoir l'intention de », « estimer » ou « planifier », ainsi que par d'autres termes similaires. Bien que Saint-Gobain estime que ces déclarations prospectives reposent sur des hypothèses raisonnables à la date de publication du présent document, les investisseurs sont alertés sur le fait qu'elles ne constituent pas des garanties quant à sa performance future. Les résultats effectifs peuvent être très différents des déclarations prospectives en raison d'un certain nombre de risques, connus ou inconnus, d'incertitudes et d'autres facteurs, dont la plupart sont difficilement prévisibles et généralement en dehors du contrôle de Saint-Gobain, et notamment les risques décrits dans la section « Facteurs de Risques » du Document de Référence de Saint-Gobain disponible sur son site Internet (www.saint-gobain.com). En conséquence, toute précaution doit être prise dans l'utilisation de ces déclarations prospectives. Ce document contient des informations prospectives qui ne peuvent s'apprécier qu'au jour de sa diffusion. Saint-Gobain ne prend aucun engagement de compléter, mettre à jour ou modifier ces déclarations prospectives en raison d'une information nouvelle, d'un événement futur ou de toute autre raison.

Ce communiqué ne constitue ni une offre d'achat ou d'échange, ni une sollicitation d'une offre de vente ou d'échange d'actions ou autres titres de Saint-Gobain.

Pour toute information complémentaire, se reporter au site internet www.saint-gobain.com

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

30 juin 2018



SOMMAIRE DETAILLE

COMPTES CONSOLIDES RESUMES AU 30 JUIN 2018	3
BILAN CONSOLIDE	3
COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE	4
ETAT DES PRODUITS ET DES CHARGES COMPTABILISES	5
TABLEAU CONSOLIDE DES FLUX DE TRESORERIE	6
TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES	7
NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES RESUMES	8
NOTE 1 Principes comptables	8
1.1. Référentiel appliqué	8
1.2. Estimations et hypothèses	9
NOTE 2 Périmètre de consolidation	10
2.1. Principes comptables liés au périmètre de consolidation	10
2.2. Evolution du périmètre de consolidation	10
2.3. Actifs et passifs détenus en vue de la vente	10
2.4. Evolution du nombre de sociétés consolidées	11
2.5. Engagements hors bilan donnés liés au périmètre du Groupe	11
NOTE 3 Incidence des nouvelles normes	11
3.1. Méthodes comptables appliquées depuis le 1 ^{er} janvier 2018	11
3.2. Impacts sur le bilan consolidé	12
NOTE 4 Eléments courants de l'activité opérationnelle	12
4.1. Eléments du compte de résultat	12
4.2. Informations sectorielles	13
4.3. Informations par zone géographique	14
4.4. Indicateurs de performance	15
4.5. Besoin en fonds de roulement	16
4.6. Engagements hors bilan liés aux activités opérationnelles	18
NOTE 5 Charges et avantages au personnel	18
5.1. Provisions pour retraites et avantages au personnel	18
5.2. Paiements en actions	20
NOTE 6 Immobilisations incorporelles et corporelles	21
6.1. Ecarts d'acquisition	21
6.2. Autres immobilisations incorporelles	21
6.3. Immobilisations corporelles	21
6.4. Contrats de location-financement et locations simples	21
6.5. Suivi de la valeur	22
NOTE 7 Autres actifs non courants	22
NOTE 8 Autres provisions et passifs courants et non courants, passifs éventuels et litiges	23
8.1. Provisions pour autres passifs	23
8.2. Passifs éventuels et litiges	23
NOTE 9 Financement et instruments financiers	27
9.1. Résultat financier	27
9.2. Endettement net	27
9.3. Instruments financiers	30
9.4. Actifs et passifs financiers	31
NOTE 10 Capitaux propres et résultat par action	32

10.1.	Capitaux propres	32
10.2.	Résultat par action.....	32
NOTE 11	Impôts.....	32
11.1.	Impôts sur les résultats	32
11.2.	Impôts différés.....	33
NOTE 12	Evènements postérieurs à la clôture	33

COMPTES CONSOLIDES RESUMES AU 30 JUIN 2018**BILAN CONSOLIDE**

<i>(en millions d'euros)</i>	<i>Notes</i>	30 juin 2018	31 déc. 2017
Actif			
Ecarts d'acquisition	(6)	10 726	10 575
Autres immobilisations incorporelles	(6)	2 627	2 603
Immobilisations corporelles	(6)	11 414	11 590
Titres mis en équivalence		393	379
Impôts différés actifs	(11)	896	938
Autres actifs non courants	(7)	2 647	774
Total de l'actif non courant		28 703	26 859
Stocks	(4)	6 429	6 041
Créances clients	(4)	6 189	5 134
Créances d'impôts courants		167	204
Autres créances	(4)	2 151	1 395
Actifs détenus en vue de la vente	(2)	153	0
Disponibilités et équivalents de trésorerie	(9)	2 241	3 284
Total de l'actif courant		17 330	16 058
Total de l'actif		46 033	42 917
Passif			
Capital	(10)	2 210	2 214
Primes et réserve légale		5 856	5 944
Réserves et résultat consolidés		12 948	12 167
Ecarts de conversion		(1 923)	(1 756)
Réserves de juste valeur		13	22
Actions propres	(10)	(235)	(123)
Capitaux propres du Groupe		18 869	18 468
Intérêts minoritaires		383	384
Capitaux propres de l'ensemble consolidé		19 252	18 852
Dettes financières long terme - part long terme	(9)	8 976	7 655
Provisions pour retraites et avantages au personnel	(5)	2 606	2 927
Impôts différés passifs	(11)	446	427
Autres provisions et passifs non courants	(8)	1 070	1 053
Total des dettes non courantes		13 098	12 062
Dettes financières long terme - part court terme	(9)	1 011	1 064
Autres provisions et passifs courants	(8)	407	412
Dettes fournisseurs	(4)	6 213	6 027
Dettes d'impôts courants		116	157
Autres dettes	(4)	4 254	3 823
Passifs détenus en vue de la vente	(2)	134	0
Emprunts à moins d'un an et banques créditrices	(9)	1 548	520
Total des dettes courantes		13 683	12 003
Total du passif		46 033	42 917

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	1^{er} semestre 2018	1^{er} semestre 2017
Chiffre d'affaires et produits accessoires	(4)	20 787	20 409
Coût des produits vendus	(4)	(15 460)	(15 123)
Frais généraux et de recherche	(4)	(3 876)	(3 839)
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence opérationnelles		18	18
Résultat d'exploitation		1 469	1 465
Autres produits opérationnels	(4)	198	32
Autres charges opérationnelles	(4)	(548)	(191)
Résultat opérationnel		1 119	1 306
Coût de l'endettement financier brut		(140)	(154)
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		11	11
Coût de l'endettement financier net		(129)	(143)
Autres produits et charges financiers		521	(88)
Résultat financier	(9)	392	(231)
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence non opérationnelles		0	(1)
Impôts sur les résultats	(11)	(265)	(297)
Résultat net de l'ensemble consolidé		1 246	777
Résultat net part du Groupe		1 219	754
Part revenant aux intérêts minoritaires		27	23

Résultat par action (en euros)	Notes	1^{er} semestre 2018	1^{er} semestre 2017
Nombre moyen pondéré de titres en circulation		549 390 471	553 852 126
Résultat net, part du Groupe par action	(10)	2,22	1,36
Nombre moyen pondéré et dilué de titres		552 457 390	556 969 463
Résultat net dilué, part du Groupe par action	(10)	2,21	1,35

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

ETAT DES PRODUITS ET DES CHARGES COMPTABILISES

<i>(en millions d'euros)</i>	<i>Notes</i>	1^{er} semestre 2018	1^{er} semestre 2017
Résultat net de l'ensemble consolidé		1 246	777
Eléments recyclables en résultat			
Ecart de conversion		(181)	(613)
Variation de juste valeur des instruments financiers	(9)	(63)	(39)
Impôts sur les éléments recyclables en résultat		20	15
Eléments non recyclables en résultat			
Variation des écarts actuariels	(5)	341	326
Impôts sur les éléments non recyclables en résultat	(11)	(78)	(92)
Variation des actifs en juste valeur par capitaux propres	(7)	54	0
Report variable sur les éléments non recyclables en résultat et divers		8	0
Total produits et charges reconnus directement en capitaux propres		101	(403)
Total des produits et charges de la période		1 347	374
Part du Groupe		1 334	372
Part des intérêts minoritaires		13	2

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

TABLEAU CONSOLIDE DES FLUX DE TRESORERIE

(en millions d'euros)	Notes	1 ^{er} semestre 2018	1 ^{er} semestre 2017
Résultat net part du Groupe		1 219	754
Part des intérêts minoritaires dans le résultat net	(a)	27	23
Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence, nette des dividendes reçus		(13)	(3)
Dotations aux amortissements et dépréciations d'actifs	(4)	863	639
Résultat des réalisations d'actifs	(4)	11	(7)
Résultat exceptionnel SWH/Sika	(2)	(781)	0
Résultats latents liés aux variations de juste valeur et aux paiements en actions		3	3
Variation des stocks	(4)	(444)	(437)
Variation des créances clients, des dettes fournisseurs et des autres créances et dettes	(4)	(1 137)	(937)
Variation des créances et dettes d'impôt	(4)	(7)	255
Variation des provisions pour autres passifs et des impôts différés	(5)(8)(11)	93	56
Trésorerie provenant de l'activité		(166)	346
Acquisitions d'immobilisations corporelles [au 1 ^{er} semestre 2018 : (561), au 1 ^{er} semestre 2017 : (427)] et incorporelles	(6)	(637)	(479)
Augmentation (diminution) des dettes sur immobilisations	(4)	(208)	(149)
Acquisitions de titres de sociétés consolidées [au 1 ^{er} semestre 2018 : (285), au 1 ^{er} semestre 2017 : (52)], nettes de la trésorerie acquise		(250)	(39)
Acquisitions d'autres titres de participation	(2)	(1 000)	(84)
Augmentation des dettes sur investissements	(8)	27	4
Diminution des dettes sur investissements	(8)	(9)	(38)
Investissements		(2 077)	(785)
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(6)	6	60
Cessions de titres de sociétés consolidées, nettes de la trésorerie cédée		27	28
Désinvestissements		33	88
Augmentation des prêts, dépôts et prêts court terme		(90)	(89)
Diminution des prêts, dépôts et prêts court terme		23	38
Variations des prêts, dépôts et prêts court terme		(67)	(51)
Trésorerie nette dégagée par (ou utilisée par) des opérations d'investissement et désinvestissement		(2 111)	(748)
Augmentation de capital	(a)	179	168
(Augmentation) diminution des actions propres	(a)	(389)	(178)
Dividendes mis en distribution	(a)	(707)	(694)
Transactions avec les actionnaires de la société mère		(917)	(704)
Part des minoritaires dans les augmentations de capital des filiales	(a)	3	0
Acquisitions d'intérêts minoritaires sans prise de contrôle		(4)	0
Dividendes versés aux minoritaires par les sociétés intégrées	(a)	(38)	(22)
Variation des dividendes à payer		(1)	0
Transactions avec les minoritaires		(40)	(22)
Augmentation (diminution) des banques créditrices et autres emprunts à court terme		1 035	283
Augmentation des dettes financières long terme	(b)(9)	1 297	1 560
Diminution des dettes financières long terme	(b)(9)	(109)	(1 578)
Variations de la dette brute		2 223	265
Trésorerie nette dégagée par (ou utilisée par) des opérations de financement		1 266	(461)
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie		(1 011)	(863)
Incidence des variations monétaires sur la trésorerie		(28)	(37)
Incidence des variations de juste valeur sur la trésorerie		(4)	(3)
Disponibilités et équivalents de trésorerie en début de période		3 284	3 738
Disponibilités et équivalents de trésorerie en fin de période		2 241	2 835

(a) Se référer au tableau de variation des capitaux propres consolidés

(b) Y compris primes, prépaiements d'intérêts et frais liés aux émissions obligataires

Le montant des impôts décaissés s'élève à 246 millions d'euros au premier semestre 2018 (26 millions d'euros au premier semestre 2017) et les intérêts financiers décaissés nets des encaissements à 114 millions d'euros au premier semestre 2018 (171 millions d'euros au premier semestre 2017).

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

(en nombre d'actions)			(en millions d'euros)								
Composant le capital En circulation			Capital	Primes et réserve légale	Réserves et résultat consolidé	Ecarts de conversion	Réserves de juste valeur	Actions propres	Capitaux propres du Groupe	Intérêts minoritaires	Capitaux propres de l'ensemble consolidé
555 280 358	553 388 403	Capitaux propres au 1 ^{er} janvier 2017	2 221	6 090	11 077	(742)	191	(72)	18 765	375	19 140
		Produits et charges reconnus directement en capitaux propres	0	0	249	(592)	(39)	0	(382)	(21)	(403)
		Résultat de la période			754				754	23	777
		Total des produits et des charges de la période	0	0	1 003	(592)	(39)	0	372	2	374
		Augmentation de capital									
4 593 807	4 593 807	Plan d'Epargne Groupe	18	150					168		168
		Dividendes distribués (par action : 1,26 €)			(694)				(694)	(21)	(715)
	(4 157 048)	Actions rachetées						(202)	(202)		(202)
	599 298	Actions revendues						24	24		24
		Paielements en actions			8				8		8
		Variations de périmètre			23				23	4	27
559 874 165	554 424 460	Capitaux propres au 30 juin 2017	2 239	6 240	11 417	(1 334)	152	(250)	18 464	360	18 824
		Produits et charges reconnus directement en capitaux propres	0	0	(69)	(422)	(130)	0	(621)	(12)	(633)
		Résultat de la période			812				812	36	848
		Total des produits et des charges de la période	0	0	743	(422)	(130)	0	191	24	215
		Augmentation de capital									
		Plan d'Epargne Groupe							0	7	7
682 926	682 926	Options de souscription d'actions	3	16					19		19
		Dividendes distribués (par action : 1,26 €)			1				1	(6)	(5)
	(5 437 988)	Actions rachetées			(15)			(260)	(275)		(275)
	1 116 321	Actions revendues						47	47		47
	(7 000 000)	Actions annulées	(28)	(312)				340	0		0
		Paielements en actions			9				9		9
		Variations de périmètre et autres			12				12	(1)	11
553 557 091	550 785 719	Capitaux propres au 31 décembre 2017	2 214	5 944	12 167	(1 756)	22	(123)	18 468	384	18 852
		Retraitements*			(24)				(24)		(24)
553 557 091	550 785 719	Capitaux propres au 1 ^{er} janvier 2018 retraité*	2 214	5 944	12 143	(1 756)	22	(123)	18 444	384	18 828
		Produits et charges reconnus directement en capitaux propres	0	0	291	(167)	(9)	0	115	(14)	101
		Résultat de la période			1 219				1 219	27	1 246
		Total des produits et des charges de la période	0	0	1 510	(167)	(9)	0	1 334	13	1 347
		Augmentation de capital									
4 932 767	4 932 767	Plan d'Epargne Groupe	20	159					179		179
		Autres							0	3	3
		Dividendes distribués (par action : 1,30 €)			(707)				(707)	(38)	(745)
	(9 398 982)	Actions rachetées						(416)	(416)		(416)
	598 759	Actions revendues			(6)			33	27		27
	(6 000 000)	Actions annulées	(24)	(247)				271	0		0
		Paielements en actions			11				11		11
		Variations de périmètre et autres			(3)				(3)	21	18
552 489 858	546 918 263	Capitaux propres au 30 juin 2018	2 210	5 856	12 948	(1 923)	13	(235)	18 869	383	19 252

*Les retraitements sont explicités dans la Note 3.

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES RESUMES

Les états financiers consolidés reflètent la situation comptable de la Compagnie de Saint-Gobain et de ses filiales (l'ensemble constituant « Le Groupe »), ainsi que les intérêts du Groupe dans les entreprises associées et coentreprises. Ils sont exprimés en euros arrondis au million le plus proche.

Ces états financiers ont été arrêtés le 26 juillet 2018 par le Conseil d'administration.

NOTE 1 PRINCIPES COMPTABLES

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés du Groupe Saint-Gobain ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ». Ces états financiers résumés ne comprennent pas l'ensemble des informations demandées pour les états financiers annuels et doivent être lus en relation avec les états financiers du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2017. Les états financiers consolidés sont préparés sur la base du coût historique à l'exception des éléments évalués à la juste valeur décrits dans cette annexe.

1.1. Référentiel appliqué

Les états financiers consolidés du Groupe sont établis en conformité avec les normes comptables internationales (« Normes IFRS ») et interprétations telles qu'adoptées par l'Union européenne au 31 décembre 2017. Par ailleurs, ces états financiers ont été préparés conformément aux normes IFRS émises par l'*International Accounting Standards Board* (IASB) à l'exception de celles non encore adoptées par l'Union européenne. Les normes adoptées par l'Union Européenne sont consultables sur le site internet de la Commission Européenne : http://ec.europa.eu/finance/accounting/ias/index_fr.htm

1.1.1. Normes, interprétations et amendements à des normes existantes d'application obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018

Un certain nombre de normes nouvelles sont devenues applicables pour la période d'arrêté des comptes en cours et le Groupe a dû modifier ses méthodes comptables puis procéder à des ajustements rétrospectifs suite à l'adoption des normes suivantes :

- IFRS 9 « Instruments financiers »
- IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec les clients »

L'incidence de l'adoption de ces normes est présentée en Note 3.

- Amendements IFRS 2 « Paiement fondé sur des actions »

L'adoption de ces amendements n'a pas d'impact sur les comptes consolidés du Groupe.

1.1.2. Normes, interprétations et amendements à des normes existantes applicables par anticipation aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018

Les nouvelles normes, interprétations et amendements à des normes existantes et applicables aux périodes comptables ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2019 ou postérieurement n'ont pas été adoptés par anticipation par le Groupe au 30 juin 2018.

- IFRS 16 « Contrats de location »

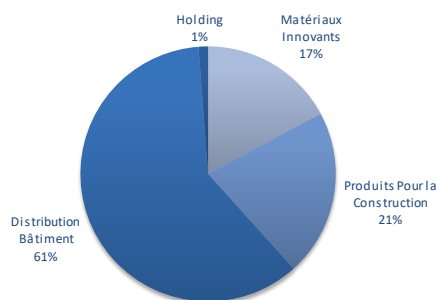
Suite à l'analyse d'impacts réalisée en 2016, le Groupe Saint-Gobain a choisi d'appliquer la norme IFRS 16 selon la méthode rétrospective complète au 1^{er} janvier 2019.

Après avoir structuré son projet IFRS 16 en 2017, le Groupe a poursuivi, au cours du premier semestre 2018, ses travaux de recensement puis de collecte des contrats de locations.

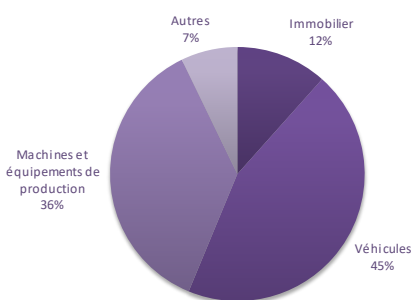
La phase de valorisation des contrats est en cours de finalisation et elle confirme l'impact significatif sur les états financiers, notamment en raison de l'importance des locations immobilières, principalement dans le Pôle Distribution Bâtiment.

Le Groupe a recensé environ 47 000 contrats éligibles qui ont commencé à être saisis et valorisés dans un logiciel dédié.

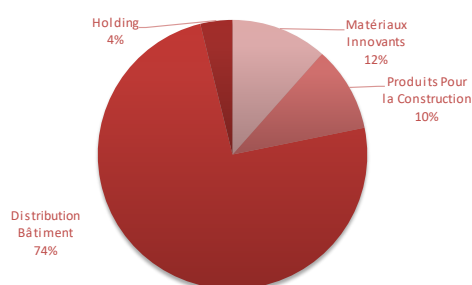
Nombre de contrats éligibles par Pôle (en %)



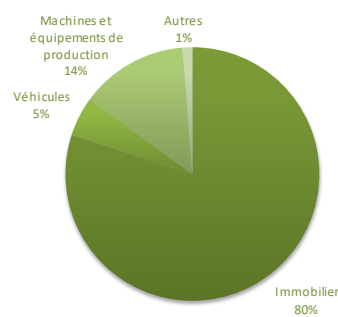
Nombre de contrats éligibles par typologie d'actifs (en %)



Dette IFRS 16 estimée par Pôle (en %)



Dette IFRS 16 estimée par typologie d'actifs (en %)



Les biens immobiliers représentent 80% de la dette IFRS 16 estimée du Groupe et environ 85% de celle du Pôle Distribution Bâtiment.

- IFRIC 23 « Incertitude relative aux traitements fiscaux »

L'analyse des conséquences de l'interprétation d'IFRIC 23 sur les comptes consolidés du Groupe est en cours.

1.2. Estimations et hypothèses

La préparation de comptes consolidés conformes aux normes IFRS nécessite la prise en compte par la Direction d'hypothèses et d'estimations qui affectent les montants d'actifs et de passifs figurant au bilan, les actifs et les passifs éventuels mentionnés dans l'annexe, ainsi que les produits et les charges du compte de résultat. Ces estimations et hypothèses sont effectuées sur la base d'une expérience passée et de divers autres facteurs dans le contexte actuel de l'environnement économique et financier qui rend difficile l'appréhension des perspectives d'activité. Il est possible que les montants effectifs soient différents des estimations et des hypothèses retenues.

Les estimations et hypothèses principales décrites dans cette annexe concernent l'évaluation des engagements de retraites et les paiements en actions (Note 5 « Charges et avantages au personnel »), les tests de valeur des actifs (Note 6 « Immobilisations incorporelles et corporelles »), les provisions pour autres passifs (Note 8 « Autres provisions et passifs courants et non courants, passifs éventuels et litiges »), la valorisation des instruments financiers (Note 9 « Financement et instruments financiers ») et les impôts (Note 11 « Impôts »).

Les méthodes d'évaluation appliquées par le Groupe dans les comptes consolidés intermédiaires sont identiques à celles utilisées dans les comptes consolidés au 31 décembre 2017. Les méthodes d'évaluation spécifiques appliquées concernent l'impôt sur le résultat et les avantages au personnel.

NOTE 2 PERIMETRE DE CONSOLIDATION

2.1. Principes comptables liés au périmètre de consolidation

Les états financiers consolidés du Groupe comprennent les comptes de la Compagnie de Saint-Gobain et de toutes ses filiales contrôlées, des sociétés contrôlées conjointement et des sociétés sous influence notable.

2.2. Evolution du périmètre de consolidation

Les évolutions significatives du périmètre de consolidation du Groupe pour le premier semestre 2018 sont présentées ci-dessous.

Saint-Gobain a poursuivi au cours du premier semestre 2018 son projet d'acquisition du contrôle de Sika, décrit à la section 1.2 du chapitre 3 du Document de Référence 2017. Une décision de la Cour suprême de Zoug était attendue pour début 2018.

Le 11 mai 2018, Saint-Gobain, Sika et la famille Burkard ont annoncé avoir conclu un accord global aux termes duquel :

- Saint-Gobain a acquis auprès de la famille Burkard la totalité des actions de Schenker-Winkler Holding AG (SWH) pour un prix d'acquisition de 3,22 milliards de francs suisses.
- Sika a acquis auprès de SWH 6,97% de son propre capital (représentant 23,7% des droits de vote de Sika) pour un montant total de 2,08 milliards de francs suisses.
- Sika a tenu une Assemblée générale extraordinaire le 11 juin 2018 qui a décidé la conversion de toutes ses actions en une catégorie unique d'actions (« une action, une voix »), la suppression de la clause statutaire d'opt-out et de la limitation statutaire de transfert des titres à 5%, et l'annulation des 6,97% d'actions acquises auprès de SWH.
- Les deux groupes ont annoncé vouloir approfondir leurs relations commerciales existantes qu'ils chercheront à étendre dans des domaines qui leur sont mutuellement bénéfiques, tout en préservant et respectant l'indépendance économique et juridique de chacun.

Saint-Gobain, à travers SWH, est devenu le premier actionnaire de Sika, dont il détient ainsi 10,75% du capital et des droits de vote. Concernant cette participation, les parties se sont entendues sur un engagement de conservation d'une durée de deux ans et sur des plafonds de détention à hauteur de 10,75% du capital de Sika pendant quatre ans puis à hauteur de 12,875% pendant les deux années suivantes. Dans le cas où une cession d'actions serait envisagée par SWH, cette dernière devrait les proposer à Sika en priorité, dans la limite de 10,75% du capital de Sika.

Cet accord global a résolu et mis définitivement fin aux litiges qui opposaient Sika, la famille Burkard et Saint-Gobain, au bénéfice de chacune des parties et de celui de leurs actionnaires respectifs et de leurs parties prenantes.

Cette opération se traduit pour Saint-Gobain par un résultat global de 781 millions d'euros qui comprend d'une part un gain financier de 601 millions d'euros (soit la différence entre la juste valeur des titres à la date de l'opération et la valeur de l'option d'achat conclue en décembre 2014), et d'autre part, une indemnité compensatrice de 180 millions d'euros enregistrée en autres produits opérationnels. Le Groupe a choisi de comptabiliser les variations ultérieures de juste valeur des titres Sika détenus par SWH en produits et charges reconnus directement en capitaux propres.

2.3. Actifs et passifs détenus en vue de la vente

Dans le cadre des opérations de restauration de la rentabilité de l'activité Canalisation, la restructuration des opérations en Chine a été accélérée. La décision de la mairie de Xuzhou le 8 avril de demander l'interruption des opérations sur le site compte tenu de nouvelles réglementations environnementales a conduit à conclure à l'impossibilité d'opérer le site économiquement et à arrêter définitivement son activité, une partie des productions étant reportées sur l'autre usine chinoise de Ma'anshan.

Parallèlement à la mise en œuvre immédiate du processus de fermeture définitive du site, le Groupe est entré en négociation avec plusieurs investisseurs, en vue d'une cession des titres des trois entités légales concernées.

En conséquence, les comptes de bilan des entités du site de PAM Xuzhou ont été regroupés et évalués conformément aux dispositions de la norme IFRS 5 au 30 juin 2018 sur les postes actifs et passifs détenus en vue de la vente du bilan consolidé, à l'exception de l'endettement vis-à-vis d'autres sociétés du Groupe et des capitaux propres.

Détail des actifs et passifs en vue de la vente

(en millions d'euros)	30 juin 2018
Immobilisations incorporelles, corporelles et écarts d'acquisition nets	23
Stocks, créances clients, autres créances et autres actifs non courants	130
Disponibilités et équivalents de trésorerie	0
Actifs détenus en vue de la vente	153
Provisions pour retraites et avantages au personnel	3
Autres provisions et passifs courants	74
Dettes fournisseurs, autres dettes et autres passifs courants	57
Dettes financières, emprunts à moins d'un an et banques créditrices	0
Passifs détenus en vue de la vente	134

2.4. Evolution du nombre de sociétés consolidées

Au 31 décembre 2017, le nombre de sociétés consolidées était de 870 dont 99 consolidées selon la méthode de la mise en équivalence et partenariats. Au 30 juin 2018, la variation du nombre de sociétés consolidées n'est pas significative.

2.5. Engagements hors bilan donnés liés au périmètre du Groupe

Au 31 décembre 2017, les engagements d'achats irrévocables comprenaient l'engagement sur les titres de participation du groupe Sika pour un montant de 2 369 millions d'euros. Le 11 mai 2018, cet engagement a pris fin suite à l'achat par le groupe Saint-Gobain, au travers de l'acquisition de la société SWH des titres de participation du groupe Sika.

NOTE 3 INCIDENCE DES NOUVELLES NORMES

La présente note présente les nouvelles méthodes comptables appliquées à compter du 1^{er} janvier 2018 et, explique l'incidence sur le bilan consolidé de l'adoption de la norme IFRS 9, « Instruments financiers » et de la norme IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats avec les clients ».

Le Groupe a choisi d'appliquer la méthode rétrospective simplifiée et a comptabilisé l'impact cumulé de l'adoption d'IFRS 9 et d'IFRS 15 dans les capitaux propres au 1^{er} janvier 2018.

La nature des ajustements est expliquée plus en détail ci-dessous.

3.1. Méthodes comptables appliquées depuis le 1^{er} janvier 2018

- IFRS 9 « Instruments financiers » remplace la norme IAS 39 « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation ». Cette norme comprend de nouveaux principes de comptabilisation des instruments financiers et notamment l'application d'un modèle de dépréciation des créances commerciales basé sur des pertes attendues. Les impacts concernent principalement les dépréciations des créances commerciales. La dette financière a également été ajustée des frais restant à amortir sur une des deux lignes de crédit non utilisées. L'impact total sur les capitaux propres s'élève à -23 millions d'euros net d'impôt dont -20 millions d'euros au titre des dépréciations des créances commerciales.
- IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec les clients » remplace les normes IAS 18 « Produit des activités ordinaires » et IAS 11 « Contrats de construction » et les interprétations liées. Cette norme comprend de nouveaux principes pour la comptabilisation du chiffre d'affaires et la segmentation des contrats en obligations de prestations. L'application de cette norme a un impact faible sur les états financiers soit -1 million d'euros sur les capitaux propres. Il s'agit du retraitement des ventes, d'une part, en raison de la possibilité du retour des marchandises, au sein de l'activité du Pôle Distribution Bâtiment et d'autre part, en raison de l'existence d'un droit inconditionnel à paiement, sur certains produits spécifiques du Pôle Matériaux Innovants.

3.2. Impacts sur le bilan consolidé

(en millions d'euros)	31 déc. 2017	Impacts des normes IFRS 9 et IFRS 15	1 ^{er} janvier 2018 retraité
Actif			
Actifs non courants	26 859	9	26 868
Stocks	6 041	9	6 050
Créances clients	5 134	(27)	5 107
Autres créances	1 395	6	1 401
Autres actifs courants	3 488	0	3 488
Total de l'actif	42 917	(3)	42 914
Passif			
Capitaux propres du Groupe	18 468	(24)	18 444
Intérêts minoritaires	384	0	384
Autres dettes non courantes	12 062	4	12 066
Autres dettes	3 823	17	3 840
Autres dettes courantes	8 180	0	8 180
Total du passif	42 917	(3)	42 914

NOTE 4 ELEMENTS COURANTS DE L'ACTIVITE OPERATIONNELLE

4.1. Eléments du compte de résultat

4.1.1. Autres produits et charges opérationnels

Les autres produits et charges opérationnels sont détaillés ci-dessous :

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2018	1 ^{er} semestre 2017
Charges de restructuration ^(a)	(143)	(57)
Provisions et charges sur litiges ^(b)	(46)	(44)
Autres ^(c)	135	(65)
Pertes et profits hors exploitation	(54)	(166)
Dépréciations d'actifs et autres ^(d)	(285)	0
Autres charges opérationnelles ^(e)	(28)	(25)
Autres charges opérationnelles et dépréciations d'actifs	(313)	(25)
Plus-values de cession des immobilisations corporelles et incorporelles	17	32
Plus et moins-values de cessions, dépréciations d'actifs, frais d'acquisition de sociétés et compléments de prix	(296)	7
Autres produits et charges opérationnels	(350)	(159)

^(a) Au premier semestre 2018, les charges de restructuration sont composées notamment de 65 millions d'euros d'indemnités de départ (29 millions d'euros au premier semestre 2017) ;

^(b) En 2018 comme en 2017, les dotations et reprises de provisions et charges sur litiges détaillées et commentées en Note 8 « Autres provisions et passifs courants et non courants, passifs éventuels et litiges », comprennent essentiellement la charge relative aux litiges amiante ;

^(c) Au premier semestre 2018, le poste « Autres » comprend notamment le produit exceptionnel lié à l'opération SWH/Sika et la charge relative aux litiges environnementaux. Au premier semestre 2017, ce poste comprenait notamment la charge relative aux litiges environnementaux et à la cyberattaque du 27 juin 2017 ;

^(d) Le poste « Dépréciations d'actifs et autres » comporte essentiellement les dépréciations sur les écarts d'acquisition et sur les immobilisations incorporelles et corporelles pour un montant de 267 millions d'euros au premier semestre 2018 (30 millions d'euros au premier semestre 2017), des frais d'acquisition et des ajustements de prix d'acquisition encourus lors des regroupements d'entreprises pour une charge nette de 18 millions d'euros au premier semestre 2018 (un produit net de 30 millions d'euros au premier semestre 2017) ;

^(e) En 2018 comme en 2017, les autres charges opérationnelles comprennent essentiellement des moins-values de cession et des mises au rebut d'immobilisations.

4.1.2. Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel par nature est détaillé ci-dessous :

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2018	1 ^{er} semestre 2017
Chiffre d'affaires et produits accessoires	20 787	20 409
Charges de personnel :		
Salaires et charges sociales	(4 213)	(4 132)
Rémunérations en actions ^(a)	(18)	(20)
Retraites et avantages au personnel ^(a)	(89)	(106)
Dotations aux amortissements	(601)	(606)
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence opérationnelles	18	18
Autres ^(b)	(14 415)	(14 098)
Résultat d'exploitation	1 469	1 465
Autres produits opérationnels ^(c)	198	32
Autres charges opérationnelles	(548)	(191)
Autres produits et charges opérationnels	(350)	(159)
Résultat opérationnel	1 119	1 306

^(a) Les rémunérations en actions (charges IFRS 2) et le détail de l'évolution de la charge de retraites sont détaillées en Note 5 « Charges et avantages au personnel » ;

^(b) Le poste « Autres » du résultat d'exploitation correspond aux coûts des marchandises vendues, rabais fournisseurs et frais de distribution du Pôle Distribution Bâtiment ainsi qu'aux frais de transport, coûts des matières premières et autres coûts de production dans les autres Pôles. Il comprend également les frais de recherche et développement comptabilisés en charges d'exploitation qui s'élèvent à 231 millions d'euros au premier semestre 2018 (234 millions d'euros au premier semestre 2017) ;

^(c) Les « Autres produits opérationnels » comprennent principalement l'indemnité compensatrice de 180 millions d'euros au titre de SWH/Sika (cf. paragraphe 2.2).

4.2. Informations sectorielles

Par Pôle et Activité, l'information sectorielle est présentée de la façon suivante :

- Pôle Matériaux Innovants (MI)
 - ◆ Activité Vitrage
 - ◆ Activité Matériaux Haute Performance (MHP)
- Pôle Produits Pour la Construction (PPC)
 - ◆ Aménagement Intérieur : activités Isolation et Gypse
 - ◆ Aménagement Extérieur : activités Mortiers, Canalisation et Produits d'extérieur
- Pôle Distribution Bâtiment

La Direction utilise en interne plusieurs types d'indicateurs pour mesurer la performance des activités et l'affectation des ressources. Ces indicateurs sont issus des informations utilisées pour la préparation des comptes consolidés et sont conformes aux exigences des normes. Les ventes internes sont généralement effectuées aux mêmes conditions que les ventes aux tiers et sont éliminées en consolidation. La colonne « Autres » inclut les holdings et certaines fonctions support transversales du Groupe (fiscalité, trésorerie, achats...).

Les données sectorielles des premiers semestres 2018 et 2017 par Pôle et Activité sont les suivantes :

Premier semestre 2018

	Matériaux Innovants				Produits Pour la Construction				Distribution Bâtiment	Autres *	Total
	Matériaux				Aménage-ment	Aménage-ment	Elimina-tions				
(en millions d'euros)	Vitrage	Performance	Elimina-tions	Total	Intérieur	Extérieur		Total			
Ventes externes	2 827	2 395		5 222	3 226	2 783		6 009	9 548	8	20 787
Ventes internes	25	46	(11)	60	353	164	(50)	467	2	(529)	0
Chiffre d'affaires et produits accessoires	2 852	2 441	(11)	5 282	3 579	2 947	(50)	6 476	9 550	(521)	20 787
Résultat d'exploitation	229	422		651	353	207		560	254	4	1 469
Résultat opérationnel	161	389		550	317	(119)		198	241	130	1 119
Résultat des sociétés mises en équivalence	11	1		12	3	3		6	0	0	18
Amortissements	139	82		221	150	77		227	133	20	601
Dépréciations d'actifs	27	1		28	9	224		233	1	0	262
Excédent brut d'exploitation	368	504		872	503	284		787	387	24	2 070
Investissements industriels	165	76		241	121	74		195	100	25	561
Autofinancement				597				501	238	74	1 411

* La colonne "Autres" correspond à l'élimination des opérations intra-Groupe pour le chiffre d'affaires interne et à l'Activité Holding pour les autres rubriques.

Premier semestre 2017

	Matériaux Innovants				Produits Pour la Construction				Distribution Bâtiment	Autres *	Total
	Matériaux				Aménage-						
	Haute	Elimina-			ment	ment	Elimina-				
(en millions d'euros)	Vitrage	Performance	tions	Total	Intérieur	Extérieur	tions	Total			
Ventes externes	2 843	2 314		5 157	3 096	2 804		5 900	9 342	10	20 409
Ventes internes	22	73	(10)	85	321	154	(46)	429	2	(516)	0
Chiffre d'affaires et produits accessoires	2 865	2 387	(10)	5 242	3 417	2 958	(46)	6 329	9 344	(506)	20 409
Résultat d'exploitation	284	359		643	337	249		586	248	(12)	1 465
Résultat opérationnel	272	308		580	321	236		557	236	(67)	1 306
Résultat des sociétés mises en équivalence	14	1		15	2	1		3	0	(1)	17
Amortissements	142	84		226	151	81		232	130	18	606
Dépréciations d'actifs	33	0		33	0	0		0	0	0	33
Excédent brut d'exploitation	426	443		869	488	330		818	378	6	2 071
Investissements industriels	102	59		161	99	58		157	92	17	427
Autofinancement				592				506	243	66	1 407

* La colonne "Autres" correspond à l'élimination des opérations intra-Groupe pour le chiffre d'affaires interne et à l'Activité Holding pour les autres rubriques.

4.3. Informations par zone géographique

Les données sectorielles des premiers semestres 2018 et 2017 par zone géographique sont les suivantes :

Premier semestre 2018

	France	Autres pays d'Europe Occidentale	Amérique du Nord	Pays émergents et Asie	Ventes internes	TOTAL
(en millions d'euros)						
Chiffre d'affaires et produits accessoires	5 569	9 034	2 784	4 504	(1 104)	20 787
Résultat d'exploitation	185	487	310	487		1 469
Résultat opérationnel	21	593	234	271		1 119
Excédent brut d'exploitation	334	677	389	670		2 070
Investissements industriels	99	154	75	233		561
Autofinancement	123	537	243	507		1 410

Premier semestre 2017

	France	Autres pays d'Europe Occidentale	Amérique du Nord	Pays émergents et Asie	Ventes internes	TOTAL
(en millions d'euros)						
Chiffre d'affaires et produits accessoires	5 398	8 736	2 824	4 457	(1 006)	20 409
Résultat d'exploitation	133	521	334	477		1 465
Résultat opérationnel	118	471	242	475		1 306
Excédent brut d'exploitation	279	704	420	668		2 071
Investissements industriels	90	118	65	154		427
Autofinancement	111	545	253	498		1 407

4.4. Indicateurs de performance

4.4.1. Excédent brut d'exploitation

L'excédent brut d'exploitation s'élève à 2 070 millions d'euros au premier semestre 2018 (2 071 millions d'euros au premier semestre 2017). Son calcul est le suivant :

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2018	1 ^{er} semestre 2017
Résultat d'exploitation	1 469	1 465
Amortissements d'exploitation des immobilisations corporelles et incorporelles	601	606
Excédent brut d'exploitation	2 070	2 071

4.4.2. Résultat net courant

Le résultat net courant s'élève à 802 millions d'euros au premier semestre 2018 (751 millions d'euros au premier semestre 2017). Rapporté au nombre moyen pondéré de titres en circulation au 30 juin (549 390 471 actions en 2018, 553 852 126 actions en 2017), il représente un bénéfice net courant par action de 1,46 euro au premier semestre 2018 contre 1,36 euro au premier semestre 2017.

L'écart entre le résultat net et le résultat net courant s'explique de la façon suivante :

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2018	1 ^{er} semestre 2017
Résultat net, part du Groupe	1 219	754
Déduction faite des éléments suivants :		
Résultat de cession d'actifs	(11)	7
Dépréciations d'actifs et autres	(285)	(1)
Résultat exceptionnel SWH/Sika	781	0
Dotation/reprise provisions non récurrentes	(81)	2
Impact des minoritaires	1	(2)
Impôts sur résultat de cession, dépréciations d'actifs et provisions non récurrentes	12	(3)
Résultat net courant, part du Groupe	802	751

4.4.3. Autofinancement

L'autofinancement s'élève à 1 410 millions d'euros au premier semestre 2018 (1 407 millions d'euros au premier semestre 2017) et l'autofinancement hors impôts sur résultat de cession et provisions non récurrentes s'élève à 1 398 millions d'euros au premier semestre 2018 (1 410 millions d'euros au premier semestre 2017).

Leur calcul est le suivant :

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2018	1 ^{er} semestre 2017
Résultat net, part du Groupe	1 219	754
Part des intérêts minoritaires dans le résultat net	27	23
Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence, nette des dividendes reçus	(13)	(3)
Dotation aux amortissements et dépréciations d'actifs	863	639
Résultat de cession d'actifs	11	(7)
Dotation/reprise provisions non récurrentes	81	(2)
Résultat exceptionnel SWH/Sika	(781)	0
Résultats latents liés aux variations de juste valeur et aux paiements en actions	3	3
Autofinancement	1 410	1 407
Impôts sur résultat de cession, dépréciations d'actifs et provisions non récurrentes	(12)	3
Autofinancement hors impôts sur résultat de cession et provisions non récurrentes	1 398	1 410

4.5. Besoin en fonds de roulement

Le besoin en fonds de roulement se compose des éléments suivants :

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2018	31 déc. 2017
Valeur nette des stocks	6 429	6 041
Créances clients valeur nette	6 189	5 134
Autres créances d'exploitation	1 440	1 278
Autres créances hors exploitation	711	117
Autres créances	2 151	1 395
Créances d'impôts courants	167	204
Actifs détenus en vue de la vente	153	0
Dettes fournisseurs	6 213	6 027
Autres dettes d'exploitation	3 247	3 286
Autres dettes hors exploitation	1 007	537
Autres dettes	4 254	3 823
Dettes d'impôts courants	116	157
Passifs détenus en vue de la vente	134	0
Besoin en Fonds de Roulement d'Exploitation (lié à l'activité)	4 598	3 140
Besoin en Fonds de Roulement Hors Exploitation (y compris créances et dettes d'impôts courants)	(226)	(373)
Besoin en Fonds de Roulement	4 372	2 767

4.5.1. Stocks

Au 30 juin 2018 et 31 décembre 2017, les stocks se décomposent comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2018	31 déc. 2017
Valeur brute		
Matières premières	1 472	1 391
En-cours de production	365	330
Produits finis	5 042	4 770
Valeur brute des stocks	6 879	6 491
Provisions pour dépréciation		
Matières premières	(141)	(139)
En-cours de production	(12)	(12)
Produits finis	(297)	(299)
Provisions pour dépréciation des stocks	(450)	(450)
Valeur nette des stocks	6 429	6 041

La valeur nette des stocks s'élève à 6 429 millions d'euros au 30 juin 2018 comparée à 6 041 millions d'euros au 31 décembre 2017. Les dépréciations de stocks comptabilisées en charges au premier semestre 2018 s'élèvent à 97 millions d'euros (92 millions d'euros au premier semestre 2017). Les reprises de dépréciations de stocks ont été comptabilisées pour un montant de 89 millions d'euros au premier semestre 2018 (83 millions d'euros au premier semestre 2017).

L'augmentation des stocks sur le premier semestre 2018 s'explique principalement par la saisonnalité des activités du Groupe. Pour mémoire, la valeur nette des stocks était de 6 188 millions d'euros au premier semestre 2017.

4.5.2. Créances et dettes d'exploitation et hors exploitation

a) Créances clients et autres créances

Les créances clients et les autres créances se décomposent de la manière suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2018	31 déc. 2017
Valeur brute	6 609	5 527
Provisions pour dépréciation	(420)	(393)
Créances clients	6 189	5 134
Rabais et avances versées aux fournisseurs	682	637
Créances sociales	39	25
Créances fiscales d'exploitation (hors impôts sur les sociétés)	408	372
Créances diverses d'exploitation	317	250
Autres créances hors exploitation et provisions*	711	117
Provisions pour dépréciation des autres créances d'exploitation	(6)	(6)
Autres créances	2 151	1 395

* Dont remboursement de la retenue à la source de 630 millions d'euros à recevoir de la part de l'administration fiscale suisse dans le cadre de l'opération SWH/Sika (cf. paragraphe 2.2).

L'application de la norme IFRS 9 a conduit le Groupe à constater une dotation complémentaire des provisions pour dépréciation des créances clients au 1^{er} janvier 2018 pour un montant de 28 millions d'euros.

Au premier semestre 2018, la variation des provisions pour dépréciation des créances clients s'explique principalement par des dotations aux provisions de 89 millions d'euros (45 millions d'euros au premier semestre 2017) et des reprises de provisions (que les créances aient été recouvrées ou non) de 62 millions d'euros (45 millions d'euros au premier semestre 2017). Les pertes sur créances clients irrécouvrables s'élèvent à 38 millions d'euros (39 millions d'euros au premier semestre 2017).

La variation à la hausse de la valeur nette des créances clients au cours du premier semestre 2018 s'explique principalement par la saisonnalité des activités du Groupe. Pour mémoire, la valeur nette des créances clients était de 1 584 millions d'euros au premier semestre 2017.

Les créances clients au 30 juin 2018 sont détaillées par échéance dans le tableau ci-dessous :

<i>(en millions d'euros)</i>	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
Créances clients non échues	5 437	(50)	5 387
Créances clients échues			
depuis moins d'un mois	470	(24)	446
entre un mois et 3 mois	182	(22)	160
depuis plus de trois mois	520	(324)	196
Créances clients échues	1 172	(370)	802
Créances clients	6 609	(420)	6 189

b) Dettes fournisseurs et autres dettes

Les dettes fournisseurs et les autres dettes se décomposent de la manière suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2018	31 déc. 2017
Dettes fournisseurs	6 213	6 027
Acomptes reçus des clients	1 023	1 133
Fournisseurs d'immobilisations	180	367
Subventions reçues	74	78
Dettes sociales	1 152	1 231
Dettes fiscales (hors impôt sur les sociétés)	608	423
Autres dettes d'exploitation	464	499
Autres dettes hors exploitation*	753	92
Autres dettes	4 254	3 823

* Dont solde restant à payer de 630 millions d'euros à la famille Burkard dans le cadre de l'opération SWH/Sika (cf. paragraphe 2.2).

4.6. Engagements hors bilan liés aux activités opérationnelles

Au premier semestre 2018, les engagements en matière de location simple ne varient pas et s'élèvent à 3 129 millions d'euros. Les actifs nantis représentent au 30 juin 2018 un montant de 595 millions d'euros contre 330 millions d'euros au 31 décembre 2017 et ils concernent principalement des actifs immobilisés au Royaume-Uni.

NOTE 5 CHARGES ET AVANTAGES AU PERSONNEL

5.1. Provisions pour retraites et avantages au personnel

5.1.1. Description des régimes à prestations définies

Les principaux régimes à prestations définies du Groupe sont identiques à ceux mentionnés dans les comptes consolidés du 31 décembre 2017.

5.1.2. Hypothèses de taux

Les hypothèses de mortalité, de rotation du personnel et d'augmentation de salaires tiennent compte des conditions économiques propres à chaque pays ou société du Groupe. Les taux d'actualisation sont établis par zone ou pays sur la base de l'observation des taux obligataires.

Afin d'améliorer la précision de l'évaluation des engagements, le Groupe a affiné son processus d'estimation pour la zone euro à compter du 30 juin 2018. A partir d'un modèle de courbe de taux développé par le Cabinet Mercer, deux taux d'actualisation en fonction de la durée des régimes sont déterminés : un taux pour les régimes de durée inférieure ou égale à 14 ans et un taux pour les régimes de durée supérieure à 14 ans.

Les taux utilisés au premier semestre 2018 dans les pays où les engagements du Groupe sont les plus significatifs sont les suivants :

	France		Zone euro		Royaume-Uni	Etats-Unis
(en pourcentage)	Plans à durée courte	Plans à durée longue	Plans à durée courte	Plans à durée longue		
Taux d'actualisation	1,77%	2,12%	1,77%	2,12%	2,60%	4,15%
Taux d'inflation	1,50%		1,40% à 1,80%		2,20%	2,50%

Les taux utilisés en 2017 dans les pays où les engagements du Groupe étaient les plus significatifs sont les suivants :

(en pourcentage)	France	Zone euro	Royaume-Uni	Etats-Unis
Taux d'actualisation	1,70%	1,70%	2,45%	3,60%
Pourcentage d'augmentation des salaires	2,50%	1,50% à 2,40%	2,00%*	3,00%
Taux d'inflation	1,50%	1,40% à 1,80%	2,30%	2,50%

* Plafonnement des salaires de référence pour le calcul des droits.

Ces trois zones représentent la quasi-totalité de l'engagement et la révision des taux d'actualisation et du taux d'inflation a conduit à diminuer l'engagement, et par conséquent la provision, d'un montant de 534 millions d'euros.

Les calculs de sensibilité n'ont pas été réactualisés au 30 juin 2018 mais donneraient des résultats peu divergents des analyses figurant dans l'annexe aux comptes consolidés de l'exercice 2017 (Note 4 « Effectifs, charges et avantages au personnel »).

Les rendements dégagés sur la quasi-totalité des fonds sont de -72 millions d'euros soit 193 millions d'euros inférieurs aux rendements prévisionnels entraînant une augmentation de la provision du même montant.

5.1.3 Détail et évolution des engagements de retraites, d'indemnités de départ en retraites et de prévoyance des retraités

5.1.3.1 Valeur nette comptable des provisions

Les provisions pour engagements de retraites et autres engagements sociaux sont constituées par :

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2018	31 déc. 2017
Engagements de retraites	1 772	2 076
Indemnités de fin de carrière	374	361
Prévoyance des retraités	315	350
Total des provisions pour engagements de retraites et prévoyance des retraités	2 461	2 787
Couverture médicale	26	25
Incapacité de longue durée	17	15
Autres avantages à long terme	102	100
Provisions pour retraites et avantages au personnel	2 606	2 927

Les provisions pour l'ensemble des autres avantages à long terme s'élèvent à 145 millions d'euros au 30 juin 2018 (140 millions d'euros au 31 décembre 2017).

Le montant des engagements nets de retraites et prévoyance des retraités hors autres avantages à long terme se décompose entre actif et passif de la manière suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2018	31 déc. 2017
Engagements provisionnés - passif	2 461	2 787
Engagements financés d'avance - actif	(167)	(161)
Engagements nets de retraites et prévoyance des retraités	2 294	2 626

5.1.3.2 Evolution des provisions pour retraites et prévoyance des retraités

L'évolution des provisions pour retraites et prévoyance des retraités est la suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	Engagements nets de retraites et prévoyance des retraités
Situation au 31 décembre 2017	2 626
Variations	
Charges opérationnelles	98
Coût des services passés	(22)
Coût financier	28
Variation des écarts actuariels de la période*	(341)
Contributions aux fonds et prestations versées	(98)
Ecarts de conversion	3
Variations de périmètre et reclassements	3
Passifs détenus en vue de la vente	(3)
Total des variations de la période	(332)
Situation au 30 juin 2018	2 294

*L'impact sur les capitaux propres est une augmentation de 341 millions d'euros avant impôts (263 millions d'euros nets d'impôts)

Aux Etats-Unis, des modifications des plans ont entraîné une réduction des engagements de retraites de l'ordre de 20 millions d'euros qui est présentée sur la ligne « coûts des services passés ».

5.2. Paiements en actions

5.2.1. Plan d'Épargne du Groupe (PEG)

Au cours du premier semestre 2018, le Groupe Saint-Gobain a mis en œuvre un nouveau plan d'épargne Groupe. Les modalités du plan 2018 sont identiques au plan 2017 et sont décrites dans la Note 4 « Effectifs, charges et avantages au personnel » des comptes consolidés 2017.

Au premier semestre 2018, le Groupe a émis au titre du PEG 4 932 767 actions nouvelles (4 593 807 actions au premier semestre 2017) de quatre euros de nominal réservées à ses salariés, à un prix moyen de 36,31 euros (36,72 euros au premier semestre 2017) représentant une augmentation de capital de 179 millions d'euros (168 millions d'euros au premier semestre 2017) nette des frais y afférant.

Le montant enregistré en charge aux premiers semestres 2018 et 2017 est de zéro, compte tenu du coût d'incessibilité.

Le tableau ci-dessous présente les principales caractéristiques des plans classiques, les montants souscrits et les hypothèses de valorisation pour 2018 et 2017 :

	Exercice 2018	Exercice 2017
Caractéristiques des plans		
Date de l'Assemblée générale	8 juin 2017 (dix-septième résolution)	4 juin 2015 (dix-septième résolution)
Date de décision du Président-Directeur Général arrêtant le prix de souscription	19 mars	20 mars
Maturité des plans (en années)	5 ou 10	5 ou 10
Prix de référence (en euros)	45,38	45,89
Prix de souscription (en euros)	36,31	36,72
Décote faciale (en %)	20,00%	20,00%
Décote totale à la date de décision du Président-Directeur Général (en %) (a)	20,76%	21,25%
Montant souscrit par les salariés (en millions d'euros)	179,1	168,7
Nombre total d'actions souscrites	4 932 767	4 593 807
Hypothèses de valorisation (maturité 5 ans)		
Taux de financement des salariés *	4,80%	4,80%
Taux d'intérêt sans risque	0,09%	0,19%
Taux de prêt ou d'emprunt des titres (repo)	0,34%	0,47%
Incessibilité pour le participant au marché (en %) (b)	20,93%	21,17%
Coût global pour le Groupe (en %) (a-b)	-0,17%	0,08%

* Une baisse de 0,5 point du taux de financement du salarié n'aurait pas d'incidence significative sur la charge IFRS2 de 2018.

5.2.2. Plans d'options sur actions

La Compagnie de Saint-Gobain met en œuvre des plans d'options sur actions réservés à certaines catégories de personnel. Sur le premier semestre 2018, aucune attribution n'a été réalisée. La charge IFRS 2 correspondant à l'amortissement des plans attribués antérieurement, s'élève à 1 million d'euros au premier semestre 2018 et 2017.

5.2.3. Attribution d'actions de performance et d'unités de performance

a) Plans d'attribution d'actions de performance

Des plans d'attribution d'actions de performance ont été mis en œuvre à partir de 2009. Au cours du premier semestre 2018, aucun nouveau plan n'a été mis en œuvre.

Le montant enregistré en charges au premier semestre 2018 au titre de ces plans s'élève à 10 millions d'euros (7 millions d'euros au premier semestre 2017).

b) Plans d'attribution d'unités de performance

Des plans d'attribution d'unités de performance, assujettis à des conditions de présence et de performance, ont été mis en œuvre annuellement entre 2012 et 2015 au profit de certains cadres et dirigeants du Groupe en France. Lesdits plans ne donnent pas lieu à remise d'actions mais donnent à leurs bénéficiaires la possibilité de recevoir à long terme (période d'exercice comprise entre quatre années après la date d'attribution et dix années après cette date) une rémunération en numéraire dont le montant sera déterminé par référence au cours de bourse de l'action Saint-Gobain.

Aucun plan de rémunération à long terme sous la forme d'unités de performance n'a été mis en place au premier semestre 2018.

Le montant enregistré en charges au premier semestre 2018 au titre de ces plans s'élève à 7 millions d'euros (12 millions d'euros au premier semestre 2017).

NOTE 6 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les variations des écarts d'acquisition, des autres immobilisations incorporelles et des immobilisations corporelles du premier semestre 2018 sont analysées ci-dessous :

(en millions d'euros)	Ecarts d'acquisition	Autres immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Total immobili- sations
Au 31 décembre 2017				
Valeur brute	12 023	4 548	31 922	48 493
Amortissements et dépréciations cumulés	(1 448)	(1 945)	(20 332)	(23 725)
Valeur nette	10 575	2 603	11 590	24 768
Variations				
Acquisitions		76	561	637
Cessions		(1)	(19)	(20)
Ecarts de conversion	27	(4)	(94)	(71)
Dotation aux amortissements et dépréciations	(131)	(55)	(629)	(815)
Actifs détenus en vue de la vente	0	0	(23)	(23)
Evolution du périmètre et autres variations	255	8	28	291
Total des variations de la période	151	24	(176)	(1)
Au 30 juin 2018				
Valeur brute	12 274	4 608	31 763	48 645
Amortissements et dépréciations cumulés	(1 548)	(1 981)	(20 349)	(23 878)
Valeur nette	10 726	2 627	11 414	24 767

6.1. Ecarts d'acquisition

Au premier semestre 2018, les évolutions du périmètre correspondent aux entrées de périmètre pour 255 millions d'euros. De plus, au premier semestre 2018, certains écarts d'acquisition ont fait l'objet d'une dépréciation (cf. paragraphe 6.5).

Au 30 juin 2018 et au 31 décembre 2017, les valeurs nettes des écarts d'acquisition par Pôle et Activité se répartissent comme suit :

(en millions d'euros)	30 juin 2018	31 déc. 2017
Vitrage	204	189
Matériaux Haute Performance	1 702	1 602
Produits Pour la Construction	5 953	6 014
Distribution Bâtiment	2 867	2 770
Total	10 726	10 575

Les écarts d'acquisition se situent essentiellement dans le Pôle Produits Pour la Construction et concernent principalement les activités du Gypse (3 284 millions d'euros au 30 juin 2018) et des Mortiers Industriels (2 064 millions d'euros au 30 juin 2018) et dans les métiers du Pôle Distribution Bâtiment notamment au Royaume-Uni, en France et en Scandinavie.

6.2. Autres immobilisations incorporelles

La ventilation des marques non amortissables par Pôle figure dans les tableaux d'informations sectorielles en Note 3 « Eléments courants de l'activité opérationnelle » de l'annexe aux comptes consolidés de l'exercice 2017.

6.3. Immobilisations corporelles

L'évolution du périmètre et autres variations de la période ne sont pas significatives.

6.4. Contrats de location-financement et locations simples

Au premier semestre 2018, les autres variations d'immobilisations corporelles comprennent un montant de 9 millions d'euros (9 millions d'euros au premier semestre 2017) correspondant aux nouveaux contrats de location-financement non

inclus dans le tableau des flux de trésorerie conformément à la norme IAS 7. A la clôture de la période, le montant total des immobilisations en location-financement s'élève à 85 millions d'euros (83 millions d'euros au 31 décembre 2017).

6.5. Suivi de la valeur

L'arrêt définitif du site de PAM Xuzhou en Chine constitue un indice significatif de perte de valeur potentielle au niveau de l'UGT Canalisation dans le Pôle Produits Pour la Construction. En application de la norme IAS 36, nous avons été amenés à réaliser un test de valeur des actifs sur l'UGT Canalisation hors PAM Xuzhou au 30 juin 2018. Ce test a entraîné une dépréciation de l'écart d'acquisition pour un montant de 130 millions d'euros.

Les autres UGT n'ont pas fait l'objet de test de valeur au 30 juin 2018, car aucun indice de perte de valeur n'a été identifié.

Au 31 décembre 2017, une variation défavorable de +0,5% dans le taux d'actualisation pour toutes les UGT aurait engendré une dépréciation des actifs incorporels du Groupe d'environ 81 millions d'euros. Par ailleurs, l'impact d'une variation défavorable de -0,5% dans le taux de croissance annuel moyen des flux de trésorerie projetés à l'infini dans toutes les UGT aurait entraîné une dépréciation des actifs incorporels d'environ 58 millions d'euros. L'impact d'une variation défavorable de -1 point du taux de résultat d'exploitation pour toutes les UGT industrielles aurait engendré une dépréciation des actifs incorporels du Groupe d'environ 154 millions d'euros et la variation de -0,5 point du taux pour les activités de distribution aurait engendré une dépréciation de 64 millions d'euros.

(en millions d'euros)	Incidence d'une variation			
	de +0,5% sur le taux d'actualisation	de -0,5% sur le taux de croissance	de -1 point sur le taux de résultat d'exploitation	de -0,5 point sur le taux de résultat d'exploitation
Vitrage				
Matériaux Haute Performance				
Produits Pour la Construction*	(43)	(26)	(154)	
Distribution Bâtiment	(38)	(32)		(64)
Total	(81)	(58)	(154)	(64)

* Essentiellement l'UGT Canalisation.

La ventilation des dépréciations d'actifs par Pôle des premiers semestres 2018 et 2017 est indiquée dans les tableaux d'informations sectorielles en Note 4 « Eléments courants de l'activité opérationnelle ».

NOTE 7 AUTRES ACTIFS NON COURANTS

Les variations des autres actifs non courants sont analysées ci-dessous :

(en millions d'euros)	Titres de participation et autres titres	Prêts, dépôts et cautions	Actifs nets de retraites	Total des autres actifs non courants
Au 31 décembre 2017				
Valeur brute	111	516	161	788
Provisions pour dépréciation	(10)	(4)		(14)
Valeur nette	101	512	161	774
Variations				
Augmentations/(diminutions)	1 756	67	6	1 829
Dotations/reprises des provisions pour dépréciation	(1)	(1)		(2)
Ecart de conversion	(3)	(4)	0	(7)
Variation de juste valeur	54	(1)		53
Total des variations de la période	1 806	61	6	1 873
Au 30 juin 2018				
Valeur brute	1 918	578	167	2 663
Provisions pour dépréciation	(11)	(5)		(16)
Valeur nette	1 907	573	167	2 647

Les augmentations/(diminutions) et la variation de juste valeur des titres de participation et des autres titres correspondent principalement à l'opération SWH/Sika (cf. paragraphe 2.2).

NOTE 8 AUTRES PROVISIONS ET PASSIFS COURANTS ET NON COURANTS, PASSIFS EVENTUELS ET LITIGES

8.1. Provisions pour autres passifs

Le détail par nature et l'évolution des autres provisions et passifs courants et non courants sont les suivants :

(en millions d'euros)	Provisions pour litiges	Provisions pour environnement	Provisions pour restructuration	Provisions pour charges de personnel	Provisions pour garantie clients	Provisions pour autres risques	Total des provisions pour autres passifs	Dettes sur investissements	Total
Au 31 décembre 2017									
Part courante	137	30	38	21	102	71	399	13	412
Part non courante	409	124	41	94	96	164	928	125	1 053
Total des provisions pour autres passifs et dettes sur investissements	546	154	79	115	198	235	1 327	138	1 465
Variations									
Dotations	63	5	93	18	29	29	237		237
Reprises	(1)	0	(5)	(5)	(6)	(17)	(34)		(34)
Utilisations	(46)	(11)	(25)	(16)	(25)	(23)	(146)		(146)
Variations de périmètre	0	0	0	0	0	(4)	(4)		(4)
Passifs détenus en vue de la vente	0	0	(74)	0	0	0	(74)		(74)
Autres (reclassements et écarts de conversion)	16	(1)	0	(2)	0	(2)	11	22	33
Total des variations de la période	32	(7)	(11)	(5)	(2)	(17)	(10)	22	12
Au 30 juin 2018									
Part courante	139	30	33	19	98	69	388	19	407
Part non courante	439	117	35	91	98	149	929	141	1 070
Total des provisions pour autres passifs et dettes sur investissements	578	147	68	110	196	218	1 317	160	1 477

8.2. Passifs éventuels et litiges

8.2.1. Litiges relatifs à l'amiante

Les procédures en cours liées à l'amiante sont décrites ci-après.

8.2.1.1. Litiges français relatifs à l'amiante

a) Actions en reconnaissance de la faute inexcusable

En France, où les sociétés Everite et Saint-Gobain PAM ont exercé dans le passé des activités de fibre-ciment, cinq nouvelles actions individuelles émanant d'anciens salariés de ces sociétés, à raison des maladies professionnelles liées à l'amiante dont ils sont ou ont été atteints, ou de leurs ayants droit, sont venues s'ajouter au premier semestre 2018 à celles engagées depuis 1996. 820 actions au total au 30 juin 2018 ont été ainsi engagées depuis l'origine contre ces deux sociétés en vue d'obtenir une indemnisation complémentaire à la prise en charge par les Caisses d'assurance maladie des conséquences de ces maladies professionnelles.

Sur ces 820 procédures, 783 sont au 30 juin 2018 définitivement terminées tant sur le fond que sur le montant et la prise en charge des indemnisations. Dans ces dossiers, les juridictions ont toutes retenu la responsabilité de l'employeur au titre de la faute inexcusable.

Les indemnisations définitivement versées par Everite et Saint-Gobain PAM l'ont été pour un montant global d'environ 3,2 millions d'euros.

Concernant les 37 actions restant en cours contre Everite et Saint-Gobain PAM au 30 juin 2018, sept sont terminées sur le fond ainsi que sur la fixation du montant des indemnisations, mais demeurent en cours quant à l'affectation de la charge financière des indemnisations.

Sur les 30 actions restantes, 24 sont, au 30 juin 2018, en cours sur le fond, à différents stades de la procédure : deux sont en cours de procédure administrative devant des Caisses d'assurance maladie, 22 sont pendantes devant des tribunaux des affaires de sécurité sociale ou des cours d'appel. Les six dernières actions ont fait l'objet d'une radiation d'instance, les demandeurs pouvant en solliciter le rétablissement à tout moment pendant un délai de deux ans à compter de la décision prononçant la radiation.

Par ailleurs, 230 actions de même nature ont été au total, au 30 juin 2018, engagées depuis l'origine par des salariés, anciens salariés ou leurs ayants droit, de 13 sociétés françaises du Groupe (hors actions engagées contre les sociétés ne

faisant plus partie du Groupe) qui avaient notamment utilisé des équipements de protection en amiante destinés à les protéger de la chaleur des fours.

Au 30 juin 2018, 201 procédures étaient définitivement terminées, 120 d'entre elles s'étant soldées par des décisions ayant retenu la faute inexcusable de l'employeur.

A cette même date, les indemnisations définitivement versées par ces sociétés l'ont été pour un montant global d'environ 6,2 millions d'euros.

S'agissant des 29 actions restant en cours au 30 juin 2018, deux en sont encore au stade de l'instruction par la Caisse d'assurance maladie, 27 sont en cours sur le fond dont 19 pendantes devant des tribunaux des affaires de sécurité sociale, sept devant des cours d'appel et une devant la Cour de cassation.

b) Actions en réparation du préjudice d'anxiété

Par ailleurs, huit sociétés françaises du Groupe qui, pour six d'entre elles, exploitent ou ont exploité en France des établissements « classés amiante » font l'objet d'actions judiciaires en dommages-intérêts de nature différente des actions visées ci-dessus.

Par établissements « classés amiante », il faut entendre des établissements industriels, fermés ou en activité, qui ont dans le passé, soit fabriqué des matériaux contenant de l'amiante, soit utilisé des équipements de protection et d'isolation en amiante et qui sont inscrits par arrêté ministériel sur la liste des établissements ouvrant droit, pour les salariés y travaillant ou y ayant travaillé au bénéfice de l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante (ACAATA).

Il s'agit d'actions, 822 au total au 30 juin 2018, engagées par des salariés ou anciens salariés non atteints de maladie professionnelle due à l'amiante, bénéficiaires ou non de l'ACAATA, en vue d'obtenir l'indemnisation d'un préjudice d'anxiété ayant pour origine leur prétendue exposition à l'amiante. Sur ces 822 procédures, 695 sont définitivement terminées. Cinq demandeurs ont été totalement déboutés ; pour les 690 autres, dont l'exposition au risque a été reconnue, le montant global des indemnisations s'élève au 30 juin 2018 à 7,6 millions d'euros. Sur les 127 actions restantes, 103 sont en instance devant les conseils de prud'hommes compétents et 13 ont fait l'objet d'une radiation d'instance, les demandeurs pouvant en solliciter le rétablissement à tout moment pendant un délai de deux ans à compter de la décision prononçant la radiation. Enfin, six actions ont été déclarées caduques par les conseils de prud'hommes compétents et cinq demandeurs se sont désistés de l'instance qu'ils avaient engagée.

Il est précisé que les chiffres ci-dessus n'incluent pas les actions engagées contre les sociétés ne faisant plus partie du Groupe.

8.2.1.2. Litiges américains relatifs à l'amiante

Aux États-Unis, plusieurs activités du Groupe qui ont dans le passé fabriqué des produits ayant contenu de l'amiante tels que des tuyaux en fibre-ciment, des produits de toiture ou des isolants spéciaux, font l'objet d'actions judiciaires en dommages-intérêts, le cas échéant en dommages punitifs, de personnes autres que leurs salariés ou anciens salariés à raison d'une exposition alléguée à ces produits sans que, dans de nombreux cas, ne soient démontrées ni une exposition spécifique à un ou plusieurs produits donnés, ni une maladie ou une incapacité physique particulière. La grande majorité de ces actions vise le plus souvent simultanément de très nombreuses autres entreprises extérieures au Groupe qui ont été fabricants, distributeurs, installateurs ou utilisateurs de produits ayant contenu de l'amiante.

Aux États-Unis, le nombre estimé de nouveaux litiges liés à l'amiante mettant en cause CertainTeed au cours du premier semestre 2018 s'élève à environ 1 300. En 12 mois glissants, le flux de nouvelles plaintes est en légère baisse à 2 800 environ à fin juin 2018 par rapport à fin décembre 2017 (3 100).

Environ 1 500 litiges ont fait l'objet d'une transaction durant les six premiers mois de l'exercice 2018, ce qui porte le stock de litiges en cours au 30 juin 2018 à environ 34 100, niveau en baisse par rapport au 31 décembre 2017 (34 300) et par rapport au 31 décembre 2016 (35 100).

Une provision complémentaire estimée de 54 millions de dollars est enregistrée dans les comptes consolidés au 30 juin 2018 pour faire face aux litiges mettant en cause CertainTeed. Comme chaque année depuis 2002, il sera procédé à une évaluation précise de la provision nécessaire pour la clôture des comptes annuels.

Le montant total des indemnisations payées au titre des plaintes déposées contre CertainTeed, (correspondant pour partie à des litiges ayant fait l'objet d'une transaction avant le 30 juin 2017 mais pour lesquels les indemnisations n'ont été versées qu'au cours des 12 derniers mois et pour partie à des litiges entièrement réglés et indemnisés au cours des 12 derniers mois), ainsi que des indemnisations versées au cours des 12 derniers mois par les autres activités du Groupe aux États-Unis impliquées dans des actions judiciaires liées à l'amiante, s'est élevé à 74 millions de dollars (contre 76 millions de dollars pour l'année 2017).

8.2.1.3. Situation au Brésil

Au Brésil, les anciens salariés de Brasilit qui sont atteints de maladies professionnelles liées à l'amiante se voient proposer, selon les cas, soit une indemnisation exclusivement pécuniaire, soit une assistance médicale à vie assortie d'une indemnisation. Environ 1 200 accords ont ainsi été conclus jusqu'à ce jour.

Deux actions collectives ont été engagées en 2017 à l'encontre de Brasilit par deux associations de défense d'anciens salariés ayant été exposés à l'amiante dans les établissements de São Caetano (État de São Paulo) et de Recife (État de Pernambouc) en vue d'obtenir une révision de l'assistance médicale et des indemnisations pécuniaires. Ces actions sont à un stade très préliminaire à ce jour.

Brasilit fait l'objet de contrôles du ministère du Travail et continue de se conformer à l'ensemble de ses obligations légales en matière d'assistance médicale de ses salariés et anciens salariés.

En novembre 2017, la Cour suprême du Brésil a décidé d'interdire définitivement l'usage de l'amiante dans l'ensemble du pays. Brasilit a volontairement cessé de l'utiliser dès 2002.

8.2.2. Droit de la concurrence et procédures liées

8.2.2.1. Enquête de la Commission suisse de la concurrence dans le secteur de la distribution de matériels sanitaires

En novembre 2011, la Commission suisse de la concurrence a ouvert une enquête pour pratiques anticoncurrentielles dans le secteur de la distribution de matériels sanitaires. En mai 2014, le secrétariat de la Commission a adressé une notification de griefs à Sanitas Troesch ainsi qu'à d'autres grossistes du secteur arguant que Sanitas Troesch et certains de ses concurrents se seraient notamment concertés en 2005 et en 2012 sur une baisse des prix « bruts » (« *gross prices* »).

L'amende totale prononcée à l'encontre de toutes les sociétés concernées est de 80 millions de francs suisses. Pour Sanitas Troesch, elle s'élève à 28,5 millions de francs suisses. Sanitas Troesch a fait appel de cette décision le 2 mai 2016. Sanitas Troesch réfute toujours fermement les griefs avancés ; une provision pour litiges a néanmoins été passée au 31 décembre 2015 pour un montant équivalent au montant de l'amende, montant inchangé au 30 juin 2018.

8.2.2.2. Enquête de l'Autorité de la concurrence française dans le secteur des produits d'isolation thermique des bâtiments

Le 6 août 2014, la société Saint-Gobain Isover et la Compagnie de Saint-Gobain (en tant que société-mère du groupe Saint-Gobain) ont reçu une notification de griefs de la part de l'Autorité de la concurrence française. Le seul grief reproché est d'avoir échangé, entre 2002 et 2007, des informations prétendues stratégiques et confidentielles relatives à une demande de certification déposée par Actis pour un de ses produits et relatives à un contentieux devant le tribunal de commerce de Versailles, opposant Actis au Syndicat des fabricants d'isolants en laines minérales manufacturées (FILMM), dont Saint-Gobain Isover est membre.

Saint-Gobain Isover et la Compagnie de Saint-Gobain contestent ce grief. Une audience s'est tenue le 11 mai 2016. La décision finale de l'Autorité de la concurrence a été reportée à une date ultérieure, non connue à ce jour.

Sur le plan civil, en mars 2013, la société Actis a assigné Saint-Gobain Isover, le Centre Scientifique et Technique du Bâtiment et le FILMM devant le tribunal de grande instance de Paris pour les conséquences dommageables des faits faisant l'objet de l'enquête de l'Autorité de la concurrence. Par ordonnance en date du 16 décembre 2014, le juge de la mise en état a prononcé un sursis à statuer dans l'attente de la décision de l'Autorité de la concurrence.

8.2.2.3. Enquête de l'Autorité de la concurrence américaine dans le secteur de la plaque de plâtre aux Etats-Unis

En juillet 2015, la division Concurrence du « *Department of Justice* » américain a ouvert une enquête pénale pour de prétendus comportements anticoncurrentiels, notamment entente sur les prix, dans le secteur de la plaque de plâtre aux États-Unis, enquête faisant suite à des plaintes déposées fin 2012 sous forme d'actions de groupe devant les juridictions civiles contre huit industriels du secteur, dont CertainTeed, par certains de leurs clients.

Sur la base des témoignages et documents remis dans le cadre des procédures civiles, CertainTeed et ses avocats n'ont identifié aucun élément susceptible d'engager la responsabilité de CertainTeed et ont déposé en conséquence une « *motion for summary judgement* » en mai 2015 afin de mettre fin aux procédures civiles. Cette demande a été admise le 18 février 2016 par le tribunal compétent. Un appel contre cette décision reste possible.

8.2.3. Litiges environnementaux

8.2.3.1. Procédures PFOA aux Etats-Unis

Des teneurs en PFOA (acide perfluoro-octanoïque) supérieures à celles recommandées par l'Agence de Protection de l'Environnement (EPA) et des agences locales de santé américaines ont été détectées dans les réseaux d'eau des localités et les puits privés proches des sites de SG PPL à Hoosick Falls (État de New York), à Merrimack (New Hampshire) et de deux anciens sites à North Bennington (Vermont) aux États-Unis. Le PFOA et le PTFE (polytétrafluoroéthylène) n'ont jamais été produits sur ces sites. SG PPL utilise le PTFE comme matière première qu'elle acquiert auprès de fournisseurs tiers ; le PTFE contenait par le passé des traces de PFOA.

De manière volontaire, SG PPL a fourni de l'eau potable en bouteille aux habitants de ces trois localités, a installé des systèmes de purification aux points de sortie d'eau pour les habitants et entreprises des localités de Hoosick Falls et North Bennington, a installé des systèmes de filtration de carbone sur le réseau d'eau de Hoosick Falls et a accepté de financer l'installation d'un système de filtration de carbone sur le réseau d'eau de Merrimack Valley. En outre, SG PPL a financé de manière volontaire la construction, achevée pour partie, de raccordements au réseau d'eau de certains habitants des localités de Merrimack et de Bennington. Des analyses sont en cours et la responsabilité de SG PPL en matière de dépollution et de mise en place de systèmes de purification d'eau sur ces sites n'a pas encore été établie. SG PPL a conclu des accords (*consent orders*) avec les agences environnementales des États de New York, du Vermont et plus récemment du New Hampshire, aux termes desquels elle a accepté de finaliser des enquêtes, de mettre en œuvre des mesures de remédiation provisoires, sans préjuger d'une quelconque responsabilité de SG PPL, et, en ce qui concerne les États du Vermont et du New Hampshire, de financer la construction de réseaux d'eau. Une telle responsabilité, si elle était établie, pourrait être en partie partagée avec d'autres parties prenantes s'agissant notamment du site de Hoosick Falls.

Des actions en réparation de préjudices économiques et de santé en lien avec le PFOA ont été intentées devant les juridictions civiles des États de New York, du New Hampshire et du Vermont, sous forme, pour certaines, d'actions de groupe. Il est difficile de prévoir l'issue de telles actions ni leur délai, tout comme de savoir si d'autres actions seront intentées contre SG PPL.

Le montant de la provision enregistrée dans les comptes au 30 juin 2018 à ce titre s'élève à 44 millions d'euros.

8.2.4. Autres passifs éventuels

8.2.4.1. Incendie de la tour Grenfell au Royaume-Uni

Lors de la rénovation de la tour Grenfell en 2015, Celotex a vendu par l'intermédiaire de distributeurs, un produit d'isolation destiné à être utilisé comme composant d'un système de façade ventilée à éléments multiples.

À la suite de l'incendie de la tour Grenfell survenu le 14 juin 2017, des enquêtes sont en cours et, dans ce cadre, Celotex, comme plus d'une soixantaine d'autres sociétés ou organismes est entendue par les autorités anglaises.

8.2.5. Principaux risques et incertitudes

Les principaux risques et incertitudes auxquels le Groupe pourrait être confronté au second semestre 2018 sont ceux décrits à la section 1 « Facteurs de risques » du chapitre 7 du document de référence 2017 du 19 mars 2018 déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers sous le numéro D.18-0146 (le « Document de Référence 2017 »).

Il n'y a pas eu d'évolution significative de ces facteurs de risques au cours du premier semestre 2018.

NOTE 9 FINANCEMENT ET INSTRUMENTS FINANCIERS**9.1. Résultat financier**

Le résultat financier des premiers semestres 2018 et 2017 comprend :

<i>(en millions d'euros)</i>	1^{er} semestre 2018	1^{er} semestre 2017
Coût de l'endettement financier brut	(140)	(154)
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	11	11
Coût de l'endettement financier net	(129)	(143)
Coût financier des retraites	(154)	(168)
Rendement des fonds	125	127
Coût financier des retraites net	(29)	(41)
Autres charges financières	(60)	(57)
Autres produits financiers*	610	10
Autres produits et charges financiers	550	(47)
Résultat financier	392	(231)

* Dont 601 millions d'euros au titre de l'opération SWH/Sika.

9.2. Endettement net**9.2.1. Emprunts et dettes financières**

Les dettes long terme et court terme du Groupe se décomposent comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2018	31 déc. 2017
Emissions obligataires	8 067	6 757
Emprunt perpétuel et titres participatifs	203	203
Titrisation long terme	400	400
Autres passifs financiers à long terme	306	295
Dettes financières long terme - part long terme	8 976	7 655
Dettes financières long terme - part court terme	1 011	1 064
Programmes court terme (NEU CP, US CP, Euro CP)	918	0
Titrisation court terme	279	174
Concours bancaires et autres passifs financiers à court terme	351	346
Emprunts à moins d'un an et banques créditrices	1 548	520
Total dette brute	11 535	9 239
Disponibilités sur comptes bancaires	(1 611)	(1 658)
Portefeuille OPCVM et valeurs assimilées	(630)	(1 626)
Disponibilités et équivalents de trésorerie	(2 241)	(3 284)
Total endettement net	9 294	5 955

La variation de la dette financière à long terme du Groupe se décompose comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	31 déc. 2017	Avec impact sur la trésorerie		Sans impact sur la trésorerie			30 juin 2018
		Augmentations	Diminutions	Evolution du périmètre	Ecarts de conversion	Autres	
Dettes financières long terme - part long terme	7 655	1 294	(50)	42	21	14	8 976
Dettes financières long terme - part court terme	1 064	3	(59)	(2)	(1)	6	1 011
Total dettes financières long terme	8 719	1 297	(109)	40	20	20	9 987

Les principales variations avec impact sur la trésorerie sont détaillées en 9.2.3.

La juste valeur des dettes brutes à long terme (parts à long et court terme) gérées par la Compagnie de Saint-Gobain s'élève à 9,5 milliards d'euros au 30 juin 2018 (pour une valeur comptable enregistrée de 9,1 milliards d'euros). La juste valeur des emprunts obligataires correspond à la dernière cotation du marché. Pour les autres emprunts, la valeur de remboursement a été retenue.

9.2.2. Échéancier de la dette brute

L'échéancier de la dette brute du Groupe au 30 juin 2018 se décompose comme suit :

(en millions d'euros)	Devise	Moins d'1 an	De 1 à 5 ans	Au-delà de 5 ans	Total
Emissions Obligataires	EUR	750	4 172	3 278	8 200
	GBP			617	617
Emprunt perpétuel et titres participatifs	EUR			203	203
Titrisation long terme	EUR	100	400		500
Autres passifs financiers à long terme	Toutes devises	47	127	179	353
Intérêts courus dette long terme	Toutes devises	114			114
Total dette long terme		1 011	4 699	4 277	9 987
Total dette court terme	Toutes devises	1 548	0	0	1 548
Total dette brute		2 559	4 699	4 277	11 535

9.2.3. Emprunts obligataires

La Compagnie de Saint-Gobain a émis :

- le 23 mars 2018, un emprunt obligataire de 750 millions d'euros avec un coupon de 1,125% à échéance 23 mars 2026 ;
- le 18 avril 2018, un placement privé de 20 millions d'euros, indexé à la courbe CMS 20 ans à échéance 18 avril 2033, le 25 mai 2018, un placement privé de 60 millions d'euros, indexé à la courbe CMS 20 ans à échéance 25 mai 2033, des swaps ont été conclus pour fixer le taux de ces deux placements privés ;
- le 25 juin 2018, deux placements privés à taux variable Euribor 3 mois +0,23%, à échéance 25 juin 2020, l'un de 180 millions d'euros et l'autre de 300 millions d'euros.

Ces émissions permettent à Saint-Gobain de combiner allongement de la maturité moyenne de sa dette et optimisation de son coût de financement moyen.

La Compagnie de Saint-Gobain a remboursé le 27 mars 2018, un emprunt obligataire de 750 millions de couronnes norvégiennes avec un coupon de 4% arrivé à maturité.

9.2.4. Emprunt perpétuel

En 1985, la Compagnie de Saint-Gobain a émis 25 000 titres perpétuels, de 5 000 écus de nominal, aujourd'hui de 5 000 euros.

Au cours du temps, le Groupe a racheté et annulé 18 496 titres. Le nombre de titres en circulation au 30 juin 2018 est donc de 6 504 pour un montant nominal de 33 millions d'euros.

La rémunération de ces titres est à taux variable (moyenne des taux interbancaires offerts par cinq banques de référence pour des dépôts en euro à six mois).

Ces titres ne sont pas remboursables et leur rémunération est assimilée à des frais financiers.

9.2.5. Titres participatifs

En juin 1983, la Compagnie de Saint-Gobain a émis 1 288 299 titres participatifs de 1 000 francs de nominal, maintenant fixé à 152,45 euros depuis la conversion en euros intervenue en 1999.

Une partie de ces titres a été rachetée au cours du temps ; le nombre de titres encore en circulation au 30 juin 2018 s'élève à 606 883, soit un montant nominal de 92,5 millions d'euros.

La rémunération de ces titres participatifs est comprise entre 75% et 125% du TMO, en fonction des résultats consolidés du groupe Saint-Gobain.

En avril 1984, la Compagnie de Saint-Gobain a également émis 194 633 titres participatifs de 1 000 écus de nominal, aujourd'hui de 1 000 euros.

Une partie de ces titres a été rachetée au cours du temps ; le nombre de titres encore en circulation au 30 juin 2018 s'élève à 77 516, soit un montant nominal de 77,5 millions d'euros.

La rémunération de ces titres participatifs est composée d'une part d'une partie fixe applicable à 60% du montant nominal du titre et rémunérée à 7,5% l'an, et d'autre part d'une partie variable applicable à 40% du montant nominal du titre, liée au bénéfice net consolidé de l'exercice précédent et au taux de référence Libor EUR 6 mois +7/8%.

L'ensemble de ces titres participatifs n'est pas remboursable et leur rémunération est assimilée à des frais financiers.

9.2.6. Programmes de financement

Le Groupe dispose de programmes de financement à moyen et long terme (*Medium Term Notes*) et à court terme (*Commercial Paper*).

La situation de ces programmes s'établit comme suit :

(en millions d'euros)	Tirages autorisés	Limites	Encours au 30 juin 2018	Encours au 31 déc. 2017
		autorisées au 30 juin 2018		
<i>Medium Term Notes</i>		15 000	8 986	7 776
<i>NEU CP</i>	jusqu'à 12 mois	3 000	918	0
<i>US Commercial Paper</i>	jusqu'à 12 mois	858 *	0	0
<i>Euro Commercial Paper</i>	jusqu'à 12 mois	858 *	0	0

* Équivalent à 1 000 millions d'USD sur la base du taux de change au 30 juin 2018.

Conformément aux usages du marché, les tirages de *Negotiable European Commercial Paper (NEU CP)*, *d'US Commercial Paper* et *d'Euro Commercial Paper* sont généralement effectués pour une durée allant d'un à six mois. Compte tenu de leur renouvellement fréquent, ils sont classés dans la dette à taux variable.

9.2.7. Lignes de crédit syndiquées

La Compagnie de Saint-Gobain dispose de deux lignes de crédit sous forme de crédits syndiqués, dont l'objet principal est de constituer une source de financement sécurisée pour le groupe Saint-Gobain (y compris le support éventuel de ses programmes de financement à court terme : *NEU CP*, *US Commercial Paper* et *Euro Commercial Paper*) :

- Un crédit syndiqué de 2,5 milliards d'euros à maturité décembre 2022, avec deux options supplémentaires d'extension d'un an chacune ;
- Un autre crédit syndiqué de 1,5 milliard d'euros, également de maturité décembre 2022 avec deux options d'extension d'un an chacune.

Au niveau actuel de note de la dette à long terme du groupe Saint-Gobain, ces deux crédits syndiqués ne comportent pas de ratio financier.

Au 30 juin 2018, aucune de ces deux lignes de crédit n'est utilisée.

9.2.8. Titrisation de créances commerciales

Le Groupe dispose de deux programmes de titrisation de créances commerciales, l'un par l'intermédiaire de sa filiale française GIE Point.P Finances, l'autre par l'intermédiaire de sa filiale américaine Saint-Gobain Receivables Corporation.

Le programme français a été renouvelé le 10 novembre 2016 pour un montant maximal de 500 millions d'euros. Il s'élève à 500 millions d'euros au 30 juin 2018 comme au 31 décembre 2017. Sur la base de fluctuations saisonnières historiques des créances à céder et des caractéristiques du contrat, 400 millions d'euros ont été classés en part à long terme et le solde est classé en part à court terme.

Le programme américain a été renouvelé le 21 octobre 2015 pour un montant maximal de 350 millions de dollars. Sa contrevalet s'élève à 279 millions d'euros au 30 juin 2018 contre 174 millions d'euros au 31 décembre 2017.

9.2.9. Dettes garanties par des actifs

Une partie des dettes, pour un montant de 9 millions d'euros au 30 juin 2018, est garantie par des actifs immobilisés (hypothèques et nantissements de titres).

9.3. Instruments financiers

Saint-Gobain applique, depuis le 1^{er} janvier 2018, la norme IFRS 9 dans sa globalité y compris le dispositif relatif à la comptabilité de couverture. Les stratégies de gestion des risques et la documentation de couverture du Groupe sont conformes aux exigences d'IFRS 9. Compte tenu de la nature des transactions du Groupe, l'application de IFRS 9 n'a pas d'impact en date de transition et à la clôture concernant la comptabilité de couverture.

Les principaux instruments dérivés utilisés par le Groupe sont les suivants :

(en millions d'euros)		Juste valeur		Nominal réparti par échéance				
	Dérivés Actif	Dérivés Passif	30 juin 2018	31 déc. 2017	Moins d'1 an	De 1 à 5 ans	Au-delà de 5 ans	30 juin 2018
Couverture de juste valeur			0	0				0
Couverture de flux futurs								
Change	10	(10)	0	(17)	445			445
Taux	0	(78)	(78)	(71)			457	457
Energie et matières premières	5	0	5	4	16	9		25
Autres risques : actions	2	0	2	14		27	38	65
Couverture de flux futurs - total	17	(88)	(71)	(70)	461	36	495	992
Dérivés non qualifiés conclus principalement par la Compagnie de Saint-Gobain								
Change	6	(11)	(5)	72	1 385	37		1 422
Taux			0	0				0
Energie et matières premières			0	0	1			1
Dérivés non qualifiés - total	6	(11)	(5)	72	1 386	37	0	1 423
Total	23	(99)	(76)	2	1 847	73	495	2 415

9.3.1. Risque de crédit des instruments dérivés

La valorisation du risque de crédit des instruments dérivés est calculée selon la norme IFRS 13 à partir des probabilités de défaut historiques issues des calculs d'une agence de notation de premier plan et d'un taux de recouvrement. Au 30 juin 2018, cette valorisation n'est pas significative.

9.3.2. Impact en capitaux propres des instruments financiers qualifiés en couverture de flux futurs

Au 30 juin 2018, la réserve IFRS de couverture des flux futurs («*cash flow hedge reserve*» consolidée) représente un solde débiteur de 41 millions d'euros composé principalement :

- Un montant débiteur de 36 millions d'euros relatif aux *Cross Currency Swaps* qualifiés en couverture de flux futurs permettant la conversion en euro d'un emprunt obligataire en livre sterling ;
- Un montant débiteur de 10 millions d'euros correspondant à la variation de valeur des couvertures de taux qualifiées en couverture de flux futurs ;
- Un montant créditeur de 5 millions d'euros correspondant à la variation de valeur des couvertures d'énergie et de matières premières qualifiées en couverture de flux futurs.

Les dérivés qualifiés en couverture de flux futurs ne présentent pas d'inefficacité significative.

9.3.3. Impact en résultat des instruments financiers non qualifiés en couverture de flux futurs

Pour les instruments dérivés qui sont classés dans la catégorie « Actifs et passifs financiers en juste valeur par résultat », la part de juste valeur rapportée au résultat est négative de 5 millions d'euros au 30 juin 2018 (positive de 2 millions d'euros au 31 décembre 2017).

9.3.4. Structure de la dette du Groupe

La moyenne pondérée des taux d'intérêts de la dette brute totale, aux normes IFRS et après gestion (*Swaps* de change, *swaps* de taux et *Cross Currency Swaps*), s'établit à 2,5% au 30 juin 2018 contre 2,8% au 31 décembre 2017.

Le tableau ci-après présente la répartition par type de taux (fixe ou variable) de la dette brute du Groupe au 30 juin 2018 après gestion par des *swaps* de taux, des *swaps* de change et des *Cross Currency Swaps*.

(en millions d'euros)			
Dette brute après gestion			
	Variable	Fixe	Total
EUR	1 672	8 107	9 779
Autres devises	1 194	350	1 544
Total	2 866	8 457	11 323
(en pourcentage)			
Intérêts courus et autres passifs financiers	25%	75%	100%
Total dette brute			11 535

9.4. Actifs et passifs financiers

La synthèse des actifs et passifs financiers selon la norme IFRS 7 est la suivante :

Au 30 juin 2018 :

(en millions d'euros)		Instruments financiers à la juste valeur					Autres instruments financiers				Instruments financiers à la juste valeur			
Rubriques au bilan et classes d'instruments	Notes	Instruments financiers par résultat	Instruments financiers par capitaux propres	Dérivés qualifiés de couverture	Actifs et passifs évalués à la juste valeur (option JV)	Total des instruments financiers évalués à la juste valeur	Titres de participation et autres titres	Prêts et créances	Passifs au coût amorti	Total des instruments financiers	Données de niveau 1	Données de niveau 2	Données de niveau 3	Total des instruments financiers évalués à la juste valeur
Créances clients et autres créances	(4)					0		8 321		8 321				0
Prêts, dépôts et cautions						0		573		573				0
Titres de participation et autres titres	(7)		1 810			1 810	97			1 907	1 810			1 810
Instruments dérivés actifs		6		17		23				23				23
Disponibilités et équivalents de trésorerie					2 241	2 241				2 241	630	1 611		2 241
Total actif		6	1 810	17	2 241	4 074	97	8 894	0	13 065	2 440	1 634	0	4 074
Dettes fournisseurs et autres dettes	(4)					0			(10 454)	(10 454)				0
Dettes financières long terme et court terme						0			(11 453)	(11 453)				0
Instruments dérivés passifs		(11)		(88)		(99)				(99)		(99)		(99)
Total passif		(11)	0	(88)	0	(99)	0	0	(21 907)	(22 006)	0	(99)	0	(99)
Total		(5)	1 810	(71)	2 241	3 975	97	8 894	(21 907)	(8 941)	2 440	1 535	0	3 975

Au 31 décembre 2017 :

(en millions d'euros)													
Rubriques au bilan et classes d'instruments	Notes	Instruments financiers à la juste valeur			Total des instruments financiers évalués à la juste valeur	Autres instruments financiers			Total des instruments financiers	Instruments financiers à la juste valeur			Total des instruments financiers évalués à la juste valeur
		Instruments financiers par résultat	Dérivés qualifiés de couverture	Actifs et passifs évalués à la juste valeur (option JV)		Titres de participation et autres titres	Prêts et créances	Passifs au coût amorti		Données de niveau 1	Données de niveau 2	Données de niveau 3	
Créances clients et autres créances	(4)				0		6 425		6 425				0
Prêts, dépôts et cautions					0		512		512				0
Titres disponibles à la vente et autres titres	(7)				0	101			101				0
Instruments dérivés actifs		83	24		107				107		107		107
Disponibilités et équivalents de trésorerie				3 284	3 284				3 284	1 626	1 658		3 284
Total actif		83	24	3 284	3 391	101	6 937	0	10 429	1 626	1 765	0	3 391
Dettes fournisseurs et autres dettes	(4)				0			(9 818)	(9 818)				0
Dettes financières long terme et court terme					0			(9 169)	(9 169)				0
Instruments dérivés passifs		(11)	(94)		(105)		0		(105)		(105)		(105)
Total passif		(11)	(94)	0	(105)	0	0	(18 987)	(19 092)	0	(105)	0	(105)
Total		72	(70)	3 284	3 286	101	6 937	(18 987)	(8 663)	1 626	1 660	0	3 286

NOTE 10 CAPITAUX PROPRES ET RESULTAT PAR ACTION**10.1. Capitaux propres****10.1.1. Capital**

Au 30 juin 2018, le nombre d'actions composant le capital social de la Compagnie de Saint-Gobain est de 552 489 858 actions au nominal de 4 euros (553 557 091 actions au 31 décembre 2017).

10.1.2. Dividendes

L'Assemblée Générale, réunie le 7 juin 2018, a approuvé le dividende proposé au titre de l'exercice 2017, soit 1,30 euro par action.

10.2. Résultat par action

Le calcul du résultat de base et dilué par action se détaille comme suit :

	1^{er} semestre 2018		1^{er} semestre 2017	
	De base	Dilué	De base	Dilué
Résultat (en millions d'euros)				
Résultat net, part du Groupe	1 219	1 219	754	754
Nombre d'actions				
Nombre moyen pondéré de titres en circulation	549 390 471		553 852 126	
Nombre moyen pondéré et dilué de titres		552 457 390		556 969 463
Résultat par action (en euros)				
Résultat net, part du Groupe par action	2,22	2,21	1,36	1,35

Le nombre moyen pondéré et dilué de titres est calculé à partir du nombre moyen pondéré de titres en circulation en tenant compte de tous les effets de la conversion des instruments dilutifs existants, c'est-à-dire des plans d'options de souscription ou d'achat d'actions soit 656 325 titres et des plans d'attribution d'actions de performance soit 2 410 594 titres au 30 juin 2018.

NOTE 11 IMPOTS**11.1. Impôts sur les résultats**

Conformément à la norme IAS 34, la charge d'impôt comptabilisée est déterminée par référence au taux effectif d'impôt projeté en fin d'année retraité des éléments ponctuels du semestre.

La réconciliation entre la charge d'impôt théorique et la charge d'impôt réelle a été effectuée sur la base d'un taux d'imposition de 34,43% en 2018 et en 2017 et s'analyse de la façon suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	1^{er} semestre 2018	1^{er} semestre 2017
Résultat net de l'ensemble consolidé	1 246	777
moins :		
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	18	17
Impôts sur les résultats	(265)	(297)
Résultat des sociétés intégrées avant impôt sur les résultats	1 493	1 057
Taux d'imposition de la France	34,43%	34,43%
Impôt théorique au taux français	(514)	(364)
Incidence du différentiel de taux à l'étranger	166	79
Dépréciations d'actif et plus ou moins-values sur cession d'actif	104	(2)
Non reconnaissance d'impôts différés actifs	(3)	(6)
Crédit d'Impôt Recherche (CIR), Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE) et Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE)	3	4
Coûts relatifs aux dividendes	(9)	(21)
Autres impôts et reprises provisions	(12)	13
Charge totale d'impôt sur les résultats	(265)	(297)

L'incidence du différentiel de taux d'imposition à l'étranger par rapport au taux en France s'explique par la contribution des pays à taux d'impôt plus faibles. Les principaux pays contributeurs sont les Etats-Unis, la Norvège, la Pologne, la République-Tchèque, le Royaume-Uni et la Suède.

11.2. Impôts différés

Au bilan, la variation du montant net des impôts différés actifs et passifs s'explique de la manière suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	Impôts différés actifs/(passifs) nets
Situation au 31 décembre 2017	511
(Charges)/produits d'impôts différés	(26)
Variation des impôts différés relatifs aux écarts actuariels IAS 19	(78)
Ecarts de conversion	5
Incidence de la variation du périmètre de consolidation et divers*	38
Situation au 30 juin 2018	450

* Dont impact de l'application des normes IFRS 9 et IFRS 15 pour 9 millions d'euros.

NOTE 12 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Le Groupe reste attentif à l'évolution des paramètres économiques qui pourraient, d'ici le 31 décembre 2018, conduire à classer l'Argentine en économie hyper inflationniste et rendraient ainsi applicable la norme IAS 29 « Information financière dans les économies hyper inflationnistes ». Compte tenu du poids de l'Argentine sur le bilan et le résultat du Groupe, Saint-Gobain ne s'attend pas à des impacts significatifs.

COMPAGNIE DE SAINT-GOBAIN

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE**

(Période du 1^{er} janvier 2018 au 30 juin 2018)

PricewaterhouseCoopers Audit
Crystal Park
63, rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine Cedex

KPMG Audit
Tour Eqho
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE

(Période du 1^{er} janvier 2018 au 30 juin 2018)

Aux Actionnaires
COMPAGNIE DE SAINT-GOBAIN S.A.
Les Miroirs
18, avenue d'Alsace
92096 La Défense Cedex

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la Compagnie de Saint-Gobain, relatifs à la période du 1^{er} janvier 2018 au 30 juin 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I - Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 3.1 « Méthodes comptables appliquées depuis le 1^{er} janvier 2018 » de l'annexe des comptes semestriels consolidés résumés qui expose les conséquences de l'adoption au 1^{er} janvier 2018 des normes IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients » et IFRS 9 « Instruments financiers ».

II - Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris La Défense, le 26 juillet 2018

Les Commissaires aux Comptes

PricewaterhouseCoopers Audit



Edouard Sattler



Cécile Saint-Martin

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.



Jean-Paul Thill

Bertrand Pruvost



**ATTESTATION DES PERSONNES RESPONSABLES
DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 2018**

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés résumés pour le semestre clos le 30 juin 2018 sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Compagnie de Saint-Gobain et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées et qu'il décrit les principaux risques et incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Courbevoie, le 26 juillet 2018

Pierre-André de Chalendar
Président Directeur Général
Compagnie de Saint-Gobain

Guillaume Texier
Directeur financier
Compagnie de Saint-Gobain